



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2017



GUINÉE-BISSAU





Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2017



GUINÉE-BISSAU

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Guinée-Bissau, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org

Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2018

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	iv
Remerciements	v
La Guinée-Bissau en bref	vi
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	4
3. Performance économique	8
3.1. Croissance économique	8
3.2. Politique budgétaire	12
3.3. Politique monétaire et inflation	13
3.4. Compte courant	15
3.5. Compte capital et financier	17
4. Développement social	19
4.1. Démographie	19
4.2. Pauvreté et emploi	20
4.3. Santé	21
4.4. Éducation	23
4.5. Évaluation de l'égalité de genre	25
5. Stabilité politique et préservation de la biodiversité : deux défis pour assurer le développement durable de la Guinée-Bissau	26
5.1. Stabilité politique et performance économique	26
5.2. La biodiversité au service du développement national et régional	28
6. Principaux messages à retenir	35
7. Évaluation de la qualité des données nationales	36
Bibliographie	37

Liste des sigles et abréviations

BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BTC	Balance des transactions courantes
BTP	Bâtiments et travaux publics
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIPA	Centre de recherche appliquée sur la pêche (Centro de Investigaçao Pesqueira Aplicada)
EAGB	Compagnie des eaux et de l'électricité de la Guinée-Bissau
FCFA	Franc CFA (unité monétaire de la Communauté financière africaine)
IBAP	Institut de la biodiversité et des aires protégées
FMI	Fond monétaire international
FUNPI	Fonds pour la promotion de l'industrialisation des produits agricoles
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice de développement humain
IDHI	Indice de développement humain ajusté aux inégalités
ILAP	Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté
IIRA	Indice de l'intégration régionale en Afrique
INE	Institut national de la statistique (Instituto Nacional de Estatística)
MADR	Ministère de l'agriculture et du développement rural
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples (Multiple Indicator Cluster Survey)
PIB	Produit intérieur brut
PNG	Position nette du gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSO-TR	Plan stratégique et opérationnel Terra Ranka
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
RNB	Revenu national brut
SNAP	Système national d'aires protégées
UA	Union africaine
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour la science et la culture
TEC CEDEAO	Tarif extérieur commun de la CEDEAO

Remerciements

La série de profils de pays publiés annuellement par la Commission économique pour l'Afrique a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration entre les Bureaux sous-régionaux de la Commission et le Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de la Guinée-Bissau a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Mme Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de la diffusion du savoir, et la supervision directe de M. Dimitri Sanga, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, avec la coordination technique de M. Bakary Dosso, Chef Centre sous-régional de données. L'auteur principal du profil de pays de la Guinée-Bissau est M. Amadou Diouf, Chargé des affaires économiques au Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest. D'importantes contributions ont été apportées au profil de pays par des institutions nationales comme le Ministère de l'économie et des finances et l'Institut national de la statistique.

Le groupe d'examen interne, constitué de MM. Robert Lisinge, Louis Mitondo Lubango, Habiba Ben Barka, Adama Coulibaly, David Boko, Wafa Aidi et Maharouf Adedayo Oyolola, mis en place par la Section de la qualité opérationnelle de la Commission, a fourni des observations et des contributions précieuses. Nous tenons également à remercier M. Lambert N'galadjo Bamba, professeur d'économie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) pour ses avis d'expert et sa perspicacité. Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA, qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

La Guinée-Bissau en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique de l'Ouest	Indice de développement humain	178	188	2015	PNUD
Langue officielle	Portugais	Indice d'inégalités entre les sexes	ND*			
Monnaie	Franc CFA	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	44	54	2015	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Bissau	Indice de la facilité de faire des affaires	172	189	2016	Banque mondiale
Appartenance à une/ des Communauté(s) économique(s) régionale(s)	CEDEAO CEN-SAD	Indice de perception de la corruption	168	175	2016	Transparency International

ND* : Non disponible.

Croissance économique



L'économie de la Guinée-Bissau a enregistré un taux de croissance de 5,8 % en 2016 contre 6,1 % en 2015, sous l'effet du dynamisme de l'ensemble des secteurs à la faveur des réformes engagées depuis 2014. Sur les cinq dernières années, le secteur tertiaire s'est imposé de loin comme le plus important de l'économie du pays avec une contribution de 44,5 % à la formation du PIB, suivi du secteur primaire avec 41,1 % et du secteur secondaire à hauteur de 14,4 %. Du côté de la demande, la croissance a été portée par la consommation finale des ménages et les investissements, dont les contributions à la croissance sont ressorties à 7,9 points et 1,1 point, respectivement. En revanche, la consommation finale de l'administration publique et les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance à hauteur de 0,9 point et 2,6 points, respectivement.

Politique budgétaire



L'exécution des opérations financières de l'État a été marquée par un déficit budgétaire de 4 % du PIB en 2016 contre 2,7 % en 2015. Cette situation serait due à une baisse de 8,1 % des recettes totales et dons en 2016, non compensée par la baisse des dépenses totales et prêts nets qui ne se sont réduits que de 0,9 %.



Politique monétaire

Dans un contexte marqué par la stabilité des instruments de la politique monétaire, la situation monétaire en 2016 a été caractérisée par la progression de la masse monétaire, en liaison avec la hausse de 26,1 % des avoirs extérieurs nets et la consolidation de 6,2 % du crédit intérieur.



Compte courant

Le compte courant a affiché un excédent de 10,8 milliards (1,6 % du PIB), en lien avec la bonne tenue de la balance commerciale.



Compte de capital et financier

L'excédent de ce compte a reculé pour s'établir à 30,7 milliards de FCFA (4,4 % du PIB) en 2016 contre un excédent de 39,5 milliards (6,4 % du PIB) en 2015, en liaison avec la baisse des dons.



Démographie

La population résidente en Guinée-Bissau était estimée à 1 547 717 habitants en 2016, dont 49,1 % d'hommes et 50,9 % de femmes. Elle est majoritairement jeune, 63,5 % ayant moins de 25 ans et seulement 2,1 % ayant 65 ans ou plus.



Pauvreté

La proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passée, selon les dernières données disponibles, de 64,7 % en 2002 à 69,3 % en 2010. L'extrême pauvreté a touché 33,0 % de la population en 2010 contre 20,8 % en 2002.



Emploi

Le taux de chômage était de 10,5 % en 2009, dont 18,1 % pour les hommes et 4,6 % pour les femmes, dans un contexte marqué par un sous-emploi important.



Santé

L'espérance de vie à la naissance était de 54,1 ans pour les femmes en 2015 contre 51,2 ans en 2009 alors que celle des hommes était de 51,5 ans en 2015 contre 49,1 ans en 2009, dans un contexte marqué par la baisse progressive du taux de mortalité, passant de 15,7 décès pour mille habitants en 2009 à 12,2 en 2015.



Éducation

Le taux d'alphabétisation des hommes et des femmes de 15 ans à 24 ans était de 66 % et 70,4 % respectivement en 2014. Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire était de 20,4 % tandis que dans l'enseignement primaire il était de 62,4 % en 2014.



Genre

La parité entre les sexes est observée dans les taux de survie des enfants de moins de 5 ans. Les femmes ont une espérance de vie à la naissance supérieure à celle des hommes. Dans le domaine de l'éducation, une relative parité des sexes est observée pour l'alphabétisation des jeunes. La même situation prévaut pour la participation au marché du travail. Par contre, une importante disparité entre les sexes en faveur des hommes est notée dans la représentation politique, avec 14 femmes représentées au Parlement contre 88 hommes en 2014, soit 13,7 % des sièges.

Vue d'ensemble

La Guinée-Bissau affiche, avec 36 125 km², la troisième¹ plus petite superficie des pays d'Afrique de l'Ouest. La population du pays était évaluée à 1 547 717 habitants en 2016, dont 49,1 % de sexe masculin et 50,9 % de sexe féminin. Confrontée à une instabilité politique permanente depuis la guerre civile de 1998, la Guinée-Bissau peine à réaliser son potentiel de développement. La population est majoritairement jeune, 63,5 % ayant moins de 25 ans. En conséquence, le taux de dépendance est élevé, même s'il a progressivement reculé, passant de 106,9 % en 1991 à 84,4 % en 2009 et 83,9 % en 2016.

Dans un contexte international marqué par un léger ralentissement de la croissance mondiale et de la croissance du continent africain, la progression de l'économie de la Guinée-Bissau s'est poursuivie en 2016 avec une hausse de 5,8 % contre 6,1 % en 2015. Cette évolution a été impulsée par le dynamisme de l'ensemble des secteurs, nonobstant la persistance de la crise politique et le refroidissement de l'optimisme suscité par l'issue positive de la table ronde des partenaires internationaux tenue à Bruxelles en mars 2015.

Ainsi, le secteur tertiaire a maintenu son dynamisme avec une hausse de 5,9 % en 2016 contre 8,6 % en 2015, soutenu par la hausse d'activité dans l'ensemble des sous-secteurs à l'exception des services de l'administration publique. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 5,3 % en 2016 contre 2,9 % en 2015, soutenu essentiellement par l'augmentation de la production agricole. Enfin, le secteur secondaire a connu une hausse de 4,8 % en 2016 contre 5,1 % en 2015, sous l'impulsion de l'ensemble des sous-secteurs à l'exception de celui de l'eau et de l'électricité.

Du côté de la demande, la croissance a été portée par la consommation finale des ménages et les investissements, dont les contributions à la croissance sont ressorties à 7,9 points et 1,1 point, respectivement. En revanche, la consommation finale de l'administration publique et les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance à hauteur de 0,9 point et 2,6 points, respectivement.

S'agissant des finances publiques, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit budgétaire de 4,0 % du PIB en 2016 contre 2,7 % en 2015, en liaison avec la baisse des recettes totales et des dons, plus importante que le repli des dépenses totales. Dans ce

¹ Gambie (11 300 km²) et Cabo Verde (4 030 km²).

contexte, la dette publique externe s'est accrue en chiffres absolus pour s'établir à 317 milliards de FCFA (45,9 % du PIB) en 2016 contre 287,7 milliards (47,0 % du PIB) en 2015.

S'agissant de la politique monétaire, la Banque centrale a maintenu inchangé son taux directeur (taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités) à 2,5 %, ainsi que le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 5,0 %. Toutefois, elle a relevé le taux du guichet de prêt marginal d'un point de base, passant ainsi de 3,5 % à 4,5 % depuis le 16 décembre 2016. Dans ce contexte, la situation monétaire en 2016 a été caractérisée par la progression de la masse monétaire, en liaison avec le renforcement de 26,1 % des avoirs extérieurs nets et la hausse de 6,2 % du crédit intérieur.

Concernant les transactions extérieures en 2016, l'excédent de la balance des paiements s'est réduit pour se situer à 23,3 milliards de FCFA (5,2 % du PIB) contre 35,7 milliards (5,8 % du PIB) en 2015, en rapport avec la réduction des excédents de la balance des transactions courantes (BTC) et du compte de capital et d'opérations financières. L'excédent de la BTC se réduirait à 6,3 milliards (0,2 % du PIB) du fait de la baisse des dons, dont les effets ont été atténués par la bonne tenue de la balance commerciale.

Les exportations, essentiellement composées de la noix de cajou avec une part évaluée à 90 % en 2016 et destinées principalement aux marchés asiatiques, ont progressé de 10,8 %. S'agissant des importations, elles proviennent essentiellement de l'Europe et de l'UEMOA et sont composées des produits pétroliers qui occupent la première position avec 24,0 %, suivis du riz (15,0 %), des boissons et tabacs (5,9 %) et de la farine de blé (5,2 %).

S'agissant des comptes de capitaux et des comptes financiers, leur excédent a baissé pour s'établir à 22,0 milliards de FCFA (3,2 % du PIB) en 2016 contre un excédent de 39,5 milliards (6,4 % du PIB) en 2015, en liaison avec le recul des dons.

L'instabilité socio-politique quasi chronique n'a pas permis de réduire de manière significative la pauvreté, qui touchait 69,3 % de la population en 2010 contre 64,7 % en 2002, tandis que l'extrême pauvreté touchait 33,0 % de la population en 2010 contre 20,8 % en 2002. En revanche, l'espérance de vie s'est améliorée en Guinée-Bissau, passant de 50,2 ans en 2009² à 52,9 ans en 2015³ et le taux de mortalité a baissé progressivement, passant de 15,7 décès pour mille habitants en 2009 à 12,2 en 2015.

Des améliorations ont également été enregistrées au niveau de l'éducation, avec la hausse du taux d'alphabétisation de la population des 15-24 ans, qui est ressorti à 70 % pour les hommes contre 50,5 % pour les femmes en 2014 alors qu'en 2009 il était de 66,0 % pour les hommes

² Données du RGPH 2009.

³ INE (2015) Guinée-Bissau em Numeros.

et 44,7 % pour les femmes. Ces évolutions sont en rapport avec la hausse du taux net de scolarisation dans le primaire, passant de 50,7 % en 2009 à 62,4 % en 2014, dans un contexte marqué par la parité entre les sexes dans ce segment de l'enseignement contre la prédominance des garçons observée en 2009 (102).

Riche en biodiversité et tenant compte des opportunités qu'elle offre, la Guinée-Bissau a entrepris de placer ce secteur au centre de sa stratégie de développement. Ainsi, six aires protégées ont été mises en place dans les zones côtières et marines, couvrant 15 % du territoire. Pour pérenniser ces acquis et contribuer à porter la part des aires protégées à 26 % du territoire national, une fondation, la « Fundação Bio Guiné », a été créée pour financer les actions et programmes de conservation de la biodiversité dans le pays.

Hormis la biodiversité, le pays dispose également de leviers potentiels de transformation structurelle à travers la création de chaînes de valeurs, notamment dans les secteurs de la noix de cajou, de la pêche et du tourisme.

2

Contexte national et sous-régional

Dans un contexte international marqué par un léger ralentissement de la croissance mondiale et de la croissance du continent africain, la progression de l'économie de la Guinée-Bissau s'est poursuivie en 2016 après une reprise en 2015. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est situé à 3,1 % en 2016 contre 3,4 % un an auparavant suite aux ralentissements de l'activité économique dans certains pays avancés et émergents.

De son côté, l'économie africaine a affiché une croissance de 1,7 % en 2016 contre 3,2 % un an plus tôt, suite aux difficultés rencontrées par les principales économies africaines (en particulier le Nigéria et l'Afrique du Sud). Cette évolution est imputable aux difficultés rencontrées par les grandes économies de la région, en raison de la baisse des recettes tirées des produits de base, notamment le pétrole.

S'agissant de la CEDEAO, la croissance du PIB réel s'est établie à 0,3 % contre 3,1 % en 2015, suite aux contreperformances de l'économie nigériane, principale économie de l'Afrique de l'Ouest, qui a subi une contraction de 1,5 % en 2016 contre une croissance de 2,7 % l'année précédente. Hors Nigéria, la CEDEAO a enregistré une croissance économique de 5,3 % en 2016 contre 4,7 % en 2015. En 2016, l'activité économique s'est déroulée dans un environnement caractérisé par la persistance des tensions inflationnistes, portant l'inflation en Afrique de l'Ouest à 12,1 % contre 8,0 % en 2015, suite à la flambée des prix, notamment au Nigéria et au Ghana (CEDEAO, 2016).

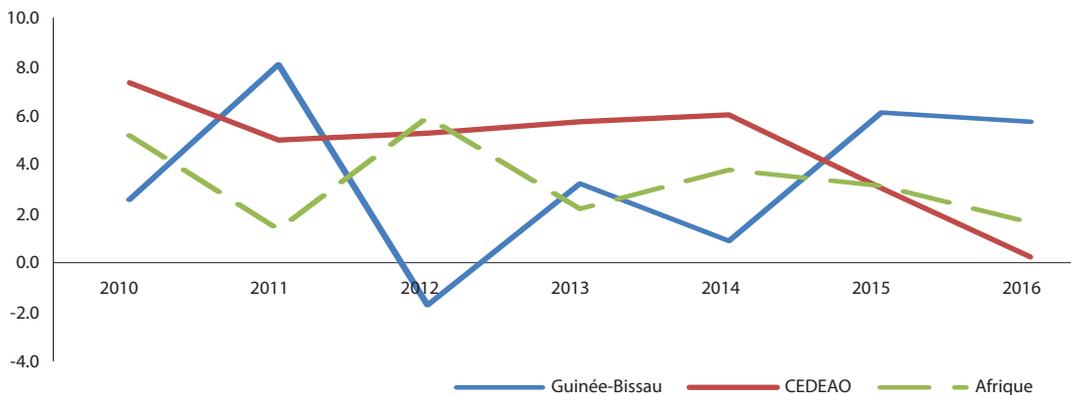
Au niveau national, le contexte a été caractérisé par la persistance de la crise institutionnelle déclenchée par la révocation du gouvernement de Domingos Simões Pereira, président du parti vainqueur aux élections législatives d'avril 2014. Mis en place le 4 juillet 2014, ce gouvernement avait élaboré une nouvelle Vision : « Une Guinée-Bissau positive, politiquement stabilisée par le développement inclusif, la bonne gouvernance et la préservation de la biodiversité ». Cette vision a été assortie d'un plan de développement dénommé Plan stratégique et opérationnel *Terra Ranka* (Nouveau départ), portant sur la période 2015-2020.

Présenté aux partenaires techniques et financiers du pays au cours de la table ronde qui s'est tenue à Bruxelles le 25 mars 2015, le *Terra Ranka* a recueilli un appui massif, et un financement de 1,5 milliard de dollars des États-Unis a été annoncé pour sa mise en œuvre.

Toutefois, le climat d'incertitude⁴ prévalant depuis août 2015 « a freiné la dynamique positive engendrée lors de la table ronde des partenaires internationaux de Bruxelles en mars 2015 et ralenti le rythme de mise en œuvre des réformes, notamment dans le domaine des finances publiques. Il n'a pas non plus été propice à l'attraction du secteur privé et à l'engagement plein et entier des partenaires. » (BAD, 2017).

Dans ce contexte, la croissance économique a ralenti, ressortant à 5,8 % en 2015 contre 6,1 % un an plus tôt, sous l'effet du dynamisme de l'ensemble des secteurs à la faveur des réformes engagées depuis 2014. En effet, la suspension du FUNPI⁵ et le bon déroulement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou, permettant aux producteurs⁶ de bénéficier de la hausse des prix à l'exportation, ont favorisé la consolidation de la croissance économique. En outre, les réformes mises en place au niveau des finances publiques⁷ ont permis d'accroître les recettes fiscales, contribuant au renforcement de l'investissement public. Depuis 2015, la croissance économique en Guinée-Bissau est supérieure à celle enregistrée au niveau sous-régional et continental, comme le montre le graphique ci-dessous.

Figure 1 : Taux de croissance réel Guinée Bissau/CEDEAO/Afrique



Sources : INE (2015, 2017) & World Economic Situation and Prospects, 2018, United Nations.

⁴ Un désaccord persistant entre le Président de la République et le parti majoritaire au Parlement empêche, entre autres, l'adoption du budget national depuis 2016.

⁵ FUNPI : Fonds pour l'industrialisation des produits agricoles. Il s'agissait d'une taxe ad valorem payée par l'exportateur, mais rétrocédée au producteur, réduisant le prix final à la charge de ce dernier.

⁶ Les prix au producteur sont passés en moyenne de 150 FCFA/kg en 2014 à 550 FCFA/kg en 2016, après un record d'environ 600 FCFA/kg en 2015.

⁷ La mise en place d'un guichet unique pour l'exportation de la noix de cajou ainsi que le renforcement de l'administration fiscale et douanière, notamment.

La Guinée-Bissau participe activement à tous les programmes et initiatives de la CEDEAO. À ce titre, elle a bénéficié d'importants appuis de la Communauté, notamment dans le domaine de la gestion des conflits et du maintien de la paix. De même, le pays s'est engagé à respecter le Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique⁸ aux termes duquel les États membres sont tenus de respecter six critères de convergence (nouvel article 6). Évaluée sur cette base, la Guinée-Bissau a respecté les six critères de convergence en 2016 à l'exception de celui relatif au déficit budgétaire, alors qu'en 2015 tous les critères avaient été respectés.

Tableau 1 : État de convergence macroéconomique de la Guinée-Bissau, 2015-2016

Critères de convergence	Normes	2015	2016
Critères de premier rang			
Déficit budgétaire (dons compris, base engagement) en % du PIB nominal	≤ 3 %	2,7 %	4,0 %
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 10 et objectif ≤ 5 % en 2019	1,5 %	1,5 %
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	≤ 10 % des recettes fiscales de n-1	0 %	0 %
Réserves brutes en mois d'importations	≥ 3 mois	4,8	4,4
Critères de second rang			
Encours de la dette en % du PIB nominal	≤ 70 %	42,6 %	41,2 %
Variation du taux de change nominal	± 10 %	-9,3 %	0,5 %
Nombre de critères respectés		6	5

Source : rapport de convergence de la CEDEAO, 2016.

⁸ Acte additionnel A/SA.1/12/15 modifiant l'Acte additionnel A/SA.4/06/12 portant pacte de convergence et de stabilité entre les États membres de la CEDEAO, réduisant le nombre des critères de convergence à six, dont quatre de premier rang et deux de second rang.

Encadré 1: Indice d'intégration régionale en Afrique - Guinée-bissau

L'Indice d'intégration régionale en Afrique permet d'apprécier dans quelle mesure chaque pays africain respecte ses engagements par rapport aux cadres d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja.

Établi conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la CEA, l'indice s'intéresse aux dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les interconnexions et les infrastructures régionales, et la convergence des politiques macroéconomiques. La section suivante rend compte des indicateurs retenus par l'Indice. Pour plus de détails, voir le rapport sur l'Indice et le site Web correspondant.

Classement général :

12e au niveau de la CEN-SAD (score 0,40) et 10e au niveau de la CEDEAO (score 0,50). Le pays le plus performant au niveau de la CEN-SAD et de la CEDEAO est la Côte d'Ivoire (scores de 0,65 et 0,66 respectivement).

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration de la production	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques.
Même position que la CEDEAO (note : 0,8).	10ème de la CEDEAO (note : 0,41). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est le Nigéria (note : 1).	15ème de la CEDEAO (note : 0). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est la Gambie (note : 0,52).	9ème de la CEDEAO (note : 0,34). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est le Cabo Verde (note : 0,63)	4ème de la CEDEAO (note : 0,95). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est le Niger (note : 1).

Libre circulation des personnes : la Guinée-Bissau a ratifié les instruments de la CEDEAO relatifs à la libre circulation des personnes, au droit d'établissement et à la libre circulation des travailleurs. La Guinée-Bissau autorise l'entrée sans visa aux citoyens de tous les autres pays membres de la CEDEAO ainsi qu'à la moitié des pays membres de la CEN-SAD. Les 2 et 28 mai 2016, des panneaux d'information ont été apposés à la frontière avec le Sénégal et la République de Guinée, informant les citoyens de la CEDEAO de l'interdiction des paiements non documentés.*

Intégration commerciale : le pays a une modeste performance, se situant au 10e rang dans la CEDEAO. Cette performance peut s'expliquer en partie par la faible participation de la Guinée-Bissau aux échanges intrarégionaux. En effet, les parts de la Guinée-Bissau dans les échanges commerciaux intra-CER (au sein de la CEN-SAD et de la CEDEAO) ne dépassent pas 1 % de la valeur totale de ces échanges. En outre, la Guinée-Bissau a tardé à appliquer le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO, entré en vigueur en janvier 2015 au niveau de la CEDEAO, mais dont l'application n'a démarré qu'au quatrième trimestre de 2016, du fait du retard dans la mise à disposition de la version portugaise de ce texte.

Intégration de la production : le pays enregistre une très faible performance au niveau de la CEN-SAD (25e) et de la CEDEAO (15e). La Guinée-Bissau est très mal intégrée dans les chaînes de valeurs sous-régionales. Ainsi, le pays affiche des indices de complémentarité commerciale vis-à-vis des pays membres de la CEN-SAD et de la CEDEAO proches de zéro.

Infrastructure : le pays enregistre un score relativement faible de 0,34 au sein de la CEDEAO. Cette performance moyenne vis-à-vis des autres États membres est principalement due aux frais d'itinérance relativement bas (coût moyen de 0,21 dollar des États-Unis sur la période de compilation des données).

Intégration financière et politique macroéconomique : le pays se classe au 4ème rang dans la CEDEAO, avec un indice de 0,95. Cette performance est principalement due à un taux d'inflation relativement faible (avec une moyenne de 2,2 % sur la période de compilation des données). De plus, la Guinée-Bissau est parmi ceux qui respectent la plupart des critères de convergence de la CEDEAO.

D'une manière générale, à l'exception de la libre circulation des personnes et de l'intégration financière et macroéconomique, la Guinée-Bissau doit faire face à des défis importants sur les autres dimensions de l'intégration régionale. Améliorer la qualité des infrastructures, accroître les capacités productives et promouvoir les échanges sous-régionaux demeurent essentiels pour une meilleure intégration régionale de la Guinée-Bissau.

* Il s'agit des 1 000 FCFA ou plus que les citoyens de la CEDEAO sont obligés de payer illégalement à la frontière entre les pays membres.

3

Performance économique

3.1. Croissance économique

La croissance de l'économie bissau-guinéenne s'est établie à 5,8 % en 2016 contre 6,1 % en 2015, soutenue par les secteurs tertiaire, primaire et secondaire qui ont contribué à hauteur de 2,6 points, 2,0 points et 0,7 point, respectivement, à cette croissance. Le secteur tertiaire est de loin le plus important de l'économie du pays, contribuant pour 46,5 % environ à la formation du PIB, suivi du secteur primaire avec 38,1 % et du secteur secondaire à hauteur de 14,0 %.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 5,7 % en 2016 contre 6,6 % en 2015, soutenu par la hausse de l'activité dans l'ensemble des sous-secteurs. Le sous-secteur du transport et des télécommunications a progressé de 4,1 % contre 13,5 % en 2015 et celui du commerce s'est accru de 8,3 % contre 6,2 %, sous l'effet du dynamisme de la campagne de commercialisation de la noix de cajou. Les services financiers ont affiché une progression de 1,5 % contre un repli 11,9 % en 2015, en lien avec l'amélioration des capacités d'intervention des banques, après l'intervention de l'État en 2015 et en 2016 dans la résolution des problèmes liés aux crédits en souffrance.

Figure 2 : Contributions sectorielles au PIB en 2016

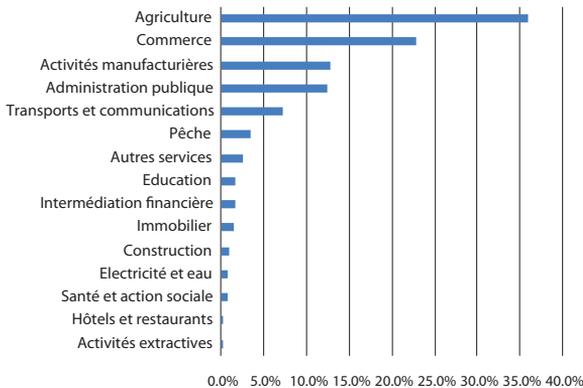
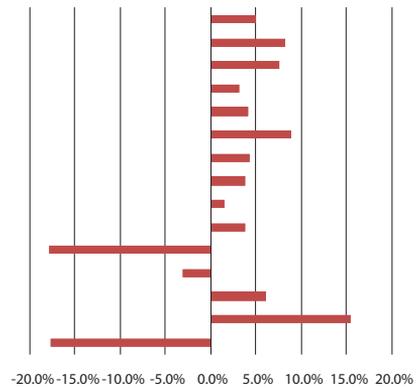


Figure 3 : Variation annuelle des valeurs ajoutées sectorielles en 2016 par rapport à 2015 (en pourcentage)



Sources : INE (2016) et calculs de la CEA.

De même, les activités du sous-secteur de l'administration publique ont enregistré une hausse de 3,1 % en 2016 contre 7,1 % en 2015. Les ralentissements observés en 2015 et 2016 sont plutôt dus à un retour à la normale. En effet, la hausse de 17,3 % enregistrée en 2014 était liée à l'apurement des arriérés de salaires et à la reprise progressive des prestations de services publics suite à la normalisation de la situation politique. C'est dans ce cadre qui s'inscrivent également les hausses observées au niveau de l'éducation et de la santé, contre 5,2 % et 2,1 % respectivement.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 5,3 % en 2016 contre 2,9 % en 2015. Cette évolution a été soutenue par l'augmentation de la production agricole (6,3 % contre 7,4 % en 2015) et de la pêche (9,0 % contre 1,3 % en 2015). La progression du sous-secteur agricole (cultures vivrières et de rente), dont la contribution à la croissance du secteur primaire est estimée à 4,6 points, est en rapport avec la poursuite de la mise en œuvre des divers projets d'appui au secteur agricole, à la bonne pluviométrie et à la hausse de la surface emblavée. En revanche, les activités liées à la sylviculture, la chasse et l'exploitation forestière ont accusé un recul de 1,4 % en 2016 après un repli de 13,5 % en 2015, en liaison avec le moratoire pris par le gouvernement en 2014 pour minimiser les effets de la surexploitation enregistrée pendant la période 2012-2014.

Les potentialités qu'offre le secteur agricole sont importantes en raison de facteurs favorables, tels que les caractéristiques du sol et les ressources hydriques qui sont propices à une production céréalière diversifiée (riz, mil et sorgho), de rente (noix de cajou, arachide et coton) et horticole (mangue, agrumes et papaye). Une exploitation mieux intégrée des différentes filières soutenue par le développement des aménagements hydroagricoles pourrait engendrer une valeur ajoutée industrielle par le biais d'activités de transformation. Cependant, les contraintes en termes d'infrastructures de connexion freinent ce potentiel, à cause de l'enclavement interne des zones productives. Aussi, la Guinée-Bissau, qui dispose d'un littoral de 274 km, tarde à développer sa filière halieutique, même si les ressources en devises générées par la pêche constituent la deuxième source de devises du pays, avec 12 milliards de FCFA perçus en contrepartie d'accords de pêche, en particulier avec l'Union Européenne, de la vente de licences et de différentes taxes (OMC, 2016). Le secteur ne représentait ainsi que 3,4 %⁹ en 2016 (INE, 2016) en raison de déficiences des services portuaires, de l'obsolescence des infrastructures du froid et des déficits de gouvernance dans la gestion de la pêche.

Le secteur secondaire a connu une hausse de 4,8 % en 2016 contre 5,1 % en 2015, sous l'impulsion de l'ensemble des sous-secteurs à l'exception des sous-secteurs de la construction et de l'eau et l'électricité. Le sous-secteur de l'industrie manufacturière, qui a contribué à hauteur de 6,5 points à la croissance du secteur secondaire, a enregistré une hausse de 7,5 % en 2016 contre 9,1 % un an plus tôt. Cette progression est soutenue par les industries agroalimentaires et les autres activités industrielles qui se sont accrues respectivement de 5,0 % et 32,9 % contre 9,7 % et 2,9 % en 2015.

⁹ <http://www.spcsrp.org/fr/guin%C3%A9e-bissau>

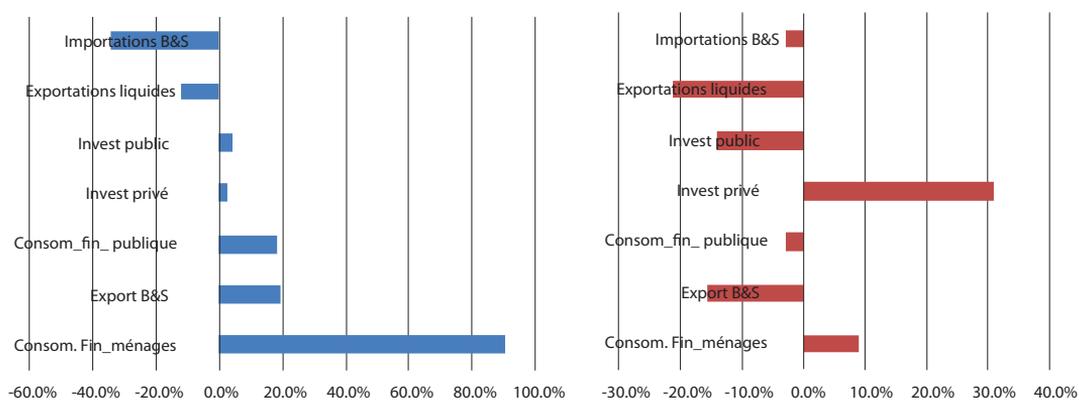
En revanche, les activités dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont affiché une baisse de 17,8 % contre un repli de 23,7 % en 2015, ayant contribué négativement à hauteur de 1,5 % à la progression du secteur secondaire. De même, le sous-secteur électricité et eau, dont la contribution est ressortie à -0,2 point pour la croissance du secteur, suite à une baisse de 3,1 % en 2016 contre une hausse de 6,5 % en 2015, est en rapport avec les difficultés rencontrées dans la gestion de la compagnie nationale d'eau et d'électricité (EAGB) au deuxième semestre de l'année 2016.

Sur les cinq dernières années, le secteur tertiaire a été le plus important de l'économie de la Guinée-Bissau avec une contribution de 45,7 % environ à la formation du PIB, suivi du secteur primaire avec 40,2 % et du secteur secondaire à hauteur de 14,1 %.

Du côté de la demande, la croissance a été portée par la consommation finale des ménages et les investissements, dont les contributions à la croissance sont ressorties à 8,9 points et 1,1 point, respectivement. En revanche, la consommation finale de l'administration publique et les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance à hauteur de 0,9 point et 2,6 points, respectivement.

La consommation finale, qui a représenté 108,6 % du PIB en 2016 contre 107,5 % un an plus tôt, s'est accrue de 6,8 % en 2016 contre 10,3 % en 2015 sous l'impulsion de la consommation des ménages, celle du gouvernement ayant baissé. La hausse de 8,9 % de la consommation finale des ménages est liée à la hausse de leur revenu suite au bon déroulement des campagnes de commercialisation de la noix de cajou, marquée par la hausse des prix au producteur en 2015 et 2016. Au niveau de la sphère publique, la baisse de 2,8 % de la consommation est en rapport avec l'instabilité politique qui n'a pas permis l'adoption du budget de l'État en 2016.

Figure 4 : Parts relatives des agrégats de la demande et des importations par rapport au PIB et variations annuelles, 2016 (en pourcentage)



Source : INE, 2017.

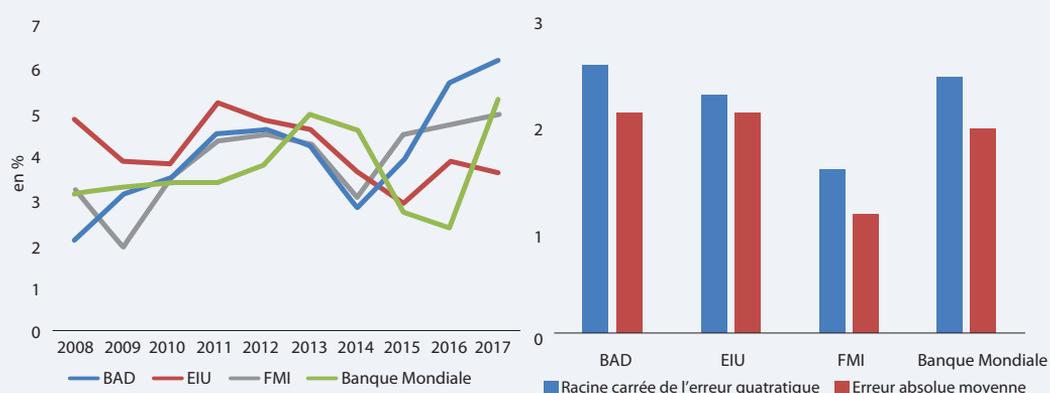
S'agissant des investissements, ils ont contribué à la formation du PIB à hauteur de 1,1 point en 2016 contre -2 points un an auparavant suite à la hausse de l'investissement privé. Les effets de cette variation ont été atténués par la quasi-stagnation de l'investissement public liée notamment aux incertitudes au plan politique et à la suspension du programme avec le FMI, et par conséquent des appuis budgétaires des principaux bailleurs de fonds (Banque mondiale, Union européenne, BAD, etc.). Dans ce contexte, les ressources intérieures ont été orientées prioritairement vers le financement des dépenses courantes.

Les échanges extérieurs nets ont contribué négativement à la formation du PIB à hauteur de 2,6 points en 2016 contre 2,1 points en 2015, du fait de la baisse des exportations de biens et services, non totalement compensée par celle des importations de biens et services.

Encadré 2 : Analyse des prévisions

Hormis les autorités nationales, différentes institutions et organisations produisent des prévisions sur la croissance économique de la Guinée-Bissau. Sur la période 2008-2017, il est ainsi ressorti un écart moyen de 2,8 points de pourcentage entre les prévisions effectuées par la Banque africaine de développement (BAD), l'Economist Intelligence Unit (EIU), le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. L'EIU fournit les prévisions les plus optimistes, avec une croissance moyenne sur la période de 6,1 %. Pour l'année 2017, la Banque africaine de développement se distingue par sa prévision la plus optimiste à 6,2 %.

Le degré de précision des prévisions constitue une préoccupation importante, ayant conduit la CEA à mener des évaluations pour mesurer leur niveau de fiabilité. L'analyse est basée sur les mesures relatives à la racine carrée de l'erreur quadratique moyenne et l'erreur absolue moyenne. Généralement, plus ces mesures sont élevées sur la période, moins sont fiables les prévisions opérées*. Ainsi, sur la période 2008-2014, le FMI a réalisé les prévisions les plus proches de la réalité, alors que celles de la BAD ont enregistré les erreurs de prévisions les plus élevées.



Source : calculs de la CEA

*Pour plus de précisions, voir "Approaches to evaluating forecast performance: technical review". August 2015. Addis Ababa: ECA.

3.2. Politique budgétaire

Dans un contexte marqué par la persistance de la crise politique, qui n'a pas permis l'adoption du budget, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit budgétaire de 4,0 % du PIB contre 2,7 % en 2015. Cette situation est due à une baisse des recettes totales et des dons, plus qu'à celle des dépenses totales.

3.2.2. Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons ont accusé un recul de 8,1 % en 2016 contre une hausse de 17,9 % en 2015, s'établissant à 114,8 milliards de FCFA (16,6 % du PIB) en 2016 contre 124,9 milliards (20,4 % du PIB) en 2015. Cette évolution est en liaison avec la baisse des dons et des recettes non fiscales, non totalement compensée par la progression des recettes fiscales. Le taux de pression fiscale s'est légèrement tassé, se fixant à 9,6 % contre 10 % du PIB en 2015.

Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 66,1 milliards de FCFA (9,6 % du PIB) contre 61,9 milliards de FCFA (10,1 %) en 2015, soit une hausse nominale de 6,7 % contre 40,2 % un an auparavant. Cette évolution est en rapport avec le renforcement des mesures de fiscalisation et la lutte contre la fraude fiscale ainsi que le relèvement de la taxe pondérée globale de droit de douane dans le cadre de la mise en œuvre du TEC CEDEAO au dernier trimestre de 2016.

Les recettes non fiscales ont affiché un recul de 7,7 % pour s'établir à 21,1 milliards de FCFA (3,1 % du PIB) contre 22,9 milliards (3,7 % du PIB) en 2015.

Les dons ont été mobilisés à hauteur de 27,6 milliards de FCFA contre 40,0 milliards de FCFA en 2015 suite à la suspension des appuis des bailleurs des fonds.

Tableau 2 : Opérations financières de l'État (2010-2016), en pourcentage du PIB

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes totales et dons	13,3 %	12,5 %	14,7 %	11,4 %	20,3 %	20,4 %	16,6 %
Recettes fiscales	7,9 %	7,8 %	7,7 %	6,8 %	8,5 %	10,1 %	9,6 %
Dons	2,7 %	2,4 %	5,6 %	3,5 %	7,7 %	6,5 %	4,0 %
Dépenses totales et prêts nets	12,1 %	10,6 %	511,7 %	13,6 %	22,9 %	23,0 %	20,6 %
Dépenses courantes	11,9 %	10,5 %	12,4 %	9,7 %	14,9 %	15,1 %	14,5 %
Dépenses de fonctionnement	10,0 %	9,1 %	9,1 %	7,1 %	10,6 %	11,0 %	9,3 %
Intérêts	0,3 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,5 %	1,6 %	1,1 %
Dépenses d'investissements	0,1 %	0,1 %	4,3 %	3,9 %	7,7 %	7,9 %	6,2 %
Solde global	1,2 %	1,9 %	-497,0 %	-2,2 %	-2,6 %	-2,7 %	-4,0 %
Solde primaire	1,5 %	1,9 %	-497,0 %	-2,2 %	-2,1 %	-1,0 %	-2,9 %

Source : Note de cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2017.

3.2.1. Dépenses totales

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une légère hausse de 0,9 %, s'établissant à 142,4 milliards de FCFA (20,6 % du PIB) en 2016 contre 141,1 milliards de FCFA (23,0 % du PIB) un an plutôt. Cette baisse est imputable aussi bien aux dépenses courantes qu'aux dépenses en capital.

Les dépenses courantes se sont établies à 99,9 milliards de FCFA (14,5 % du PIB) contre 92,7 milliards (15,1 % du PIB) l'année précédente, soit une hausse de 9,3 % contre 17,9 % en 2015. Cette évolution a été impulsée par la progression des transferts et subventions et des traitements et salaires, en liaison avec la régularisation des salaires au niveau de l'éducation et des nouveaux recrutements. Les effets de ces hausses ont été atténués par la baisse des dépenses pour l'acquisition de biens et services.

Dans un contexte marqué par la non approbation du budget 2016, les dépenses en capital se sont repliées de 12,2 % pour se fixer à 42,5 milliards de FCFA (6,2 % du PIB) contre 48,4 milliards (7,9 % du PIB) en 2015.

3.2.3. Solde budgétaire

Le solde global (dons compris, base engagement) s'est établi à -4,0 % du PIB en 2016 contre -2,7 % l'année précédente. De même, le solde primaire est ressorti à -2,9 % contre -1,1 % en 2015. Ces évolutions s'expliquent essentiellement par la baisse des dons et des recettes non fiscales.

3.2.4. Dette publique

La dette publique externe s'est établie à 157,3 milliards de FCFA (22,7 % du PIB) en 2016 contre 124,2 milliards (20,1 % du PIB) en 2015. Au titre de la dette intérieure, des données concordantes et exhaustives ne sont pas disponibles. Le taux d'endettement extérieur de la Guinée-Bissau est largement en retrait de la norme régionale de 70 %. Toutefois, le pays est considéré à risque modéré de surendettement selon l'analyse de viabilité de la dette du FMI de 2016, en raison de la vulnérabilité de la Guinée-Bissau aux chocs à l'exportation, de la situation financière médiocre de ses entreprises publiques et de la mauvaise gestion de la dette (BAD, OCDE, et PNUD, 2017).

L'analyse de viabilité de la dette indique que la Guinée-Bissau est confrontée à un risque modéré de surendettement extérieur. Toutefois, « un risque global de vulnérabilité » reflétant le surendettement significatif par rapport à la dette intérieure¹⁰ a été identifié.

3.3. Politique monétaire et inflation

La Guinée-Bissau est devenue, le 2 mai 1997, le 8e pays membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Dans ce contexte, il revient à la BCEAO de définir et mettre en œuvre la politique monétaire au niveau de l'Union visant la stabilité des prix.

¹⁰ IMF (2016), IMF Country Report No. 16/384.

La Banque centrale a maintenu inchangé son taux directeur (le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités) à 2,5 %, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013, ainsi que le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 5,0 % depuis le 16 mars 2012.

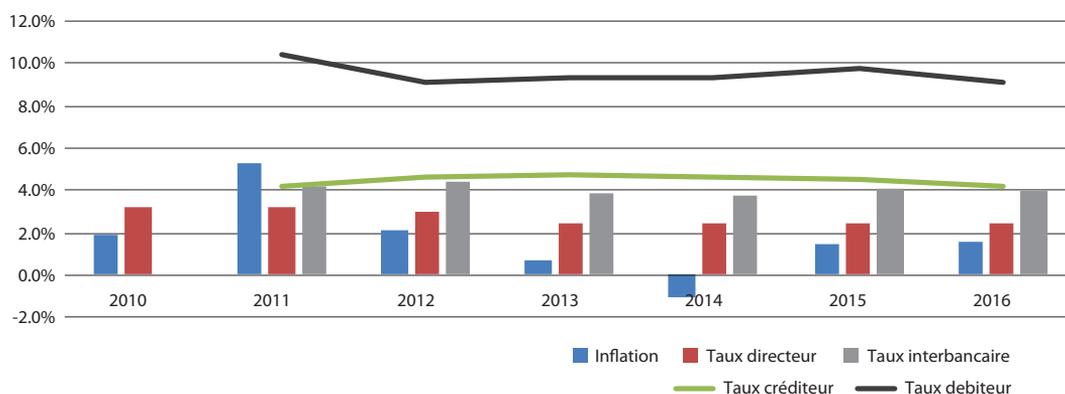
Dans ce contexte, la situation monétaire fin décembre 2016 a été caractérisée par la progression de la masse monétaire, en liaison avec le renforcement des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont affiché une hausse de 26,1 % pour se fixer à 247,7 milliards de FCFA (35,9 % du PIB) fin décembre 2016 contre 196,4 milliards de FCFA (32,1 % du PIB) fin décembre 2015, en rapport avec le rapatriement des recettes d'exportation.

Le crédit intérieur a affiché une hausse de 6,3 % pour s'établir à 132,2 milliards de FCFA (19,1 % du PIB) contre 124,4 milliards un an auparavant (20,3 % du PIB), en rapport avec la détérioration de la position nette du gouvernement (PNG) de 11,8 % pour se fixer à 69,1 milliards de FCFA, à la suite des crédits de trésorerie contractés auprès des banques locales. En outre, une légère hausse des crédits à l'économie a également été enregistrée pour s'établir à 63,0 milliards de FCFA (9,2 % du PIB) en 2016 contre 62,5 milliards FCFA (10,2 %) en 2015.

En conséquence de ces évolutions, la masse monétaire a enregistré une progression de 6,5 % pour s'établir à 357 milliards de FCFA (51,7 % du PIB) en 2016 contre 314,6 milliards (51,4 % du PIB) en 2015, ce qui s'est traduit par un accroissement de 12 % de la circulation fiduciaire et de 0,2 % des dépôts à vue.

L'évolution économique en 2016 a été réalisée dans un environnement caractérisé par la stabilité des prix. L'inflation moyenne annuelle s'est établie à 1,5 % en 2016 contre 1,5 % en 2015.

Figure 5 : Évolution de l'inflation et des taux du système bancaire, 2010-2016 (en %)



Sources : rapport 2016 de l'UEMOA sur les conditions bancaires ; rapports annuels 2015-2016 de la BCEAO.

Au niveau du marché des changes, le FCFA, lié à l'euro par une parité fixe, s'est apprécié par rapport au franc suisse, à la livre sterling et aux monnaies de la sous-région.

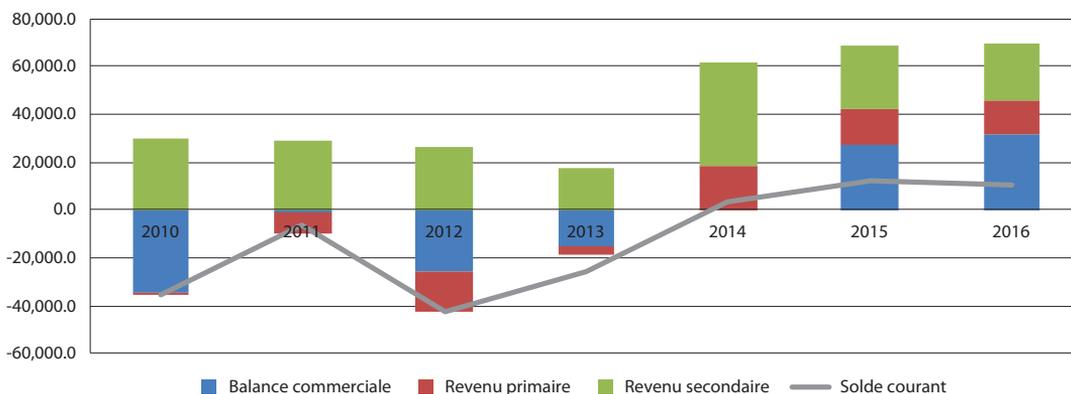
3.4 Compte courant

Globalement, les transactions extérieures en 2016 se sont caractérisées par une légère réduction de l'excédent du solde global de la balance des paiements, qui se situerait à 41,1 milliards de FCFA (6,0 % du PIB) contre 35,7 milliards (5,8 %) en 2015, en rapport avec la réduction des excédents de la balance des transactions courantes et des comptes de capitaux et financiers.

Depuis 2014, le compte courant présente un solde excédentaire de 3,1 milliards de FCFA du fait de la hausse des dons pour le financement des élections en 2014. En 2015 l'excédent s'est renforcé, passant à 12,4 milliards (2,0 % du PIB) en liaison avec la bonne tenue de la balance commerciale du fait essentiellement de la hausse des prix à l'exportation de la noix de cajou et de la hausse des dons dans un environnement marqué par le retour des partenaires au développement. En 2016, nonobstant la bonne tenue de la balance commerciale qui a bénéficié de la hausse des prix de la noix de cajou, l'excédent se serait réduit à 10,8 milliards (1,6 % du PIB), du fait de la baisse des dons et du solde des revenus primaires.

Les exportations de la Guinée-Bissau sont essentiellement composées de la noix de cajou, qui représente plus de 90 % du total des ventes à l'extérieur. Ainsi, 90,1 % des exportations du pays en 2015 étaient composées de la noix de cajou, 7,4 % de bois et à peine 2,9 % d'autres produits comme l'arachide, l'huile de palme et les produits halieutiques¹¹.

Figure 6 : Évolution du solde du compte courant et de ses composantes (en millions de FCFA)



Source : note de cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2017.

¹¹ BCEAO (2016), Balance des paiements de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2015, p. 14.

Figure 7 : Composition des exportations de biens en 2015 (en pourcentage)

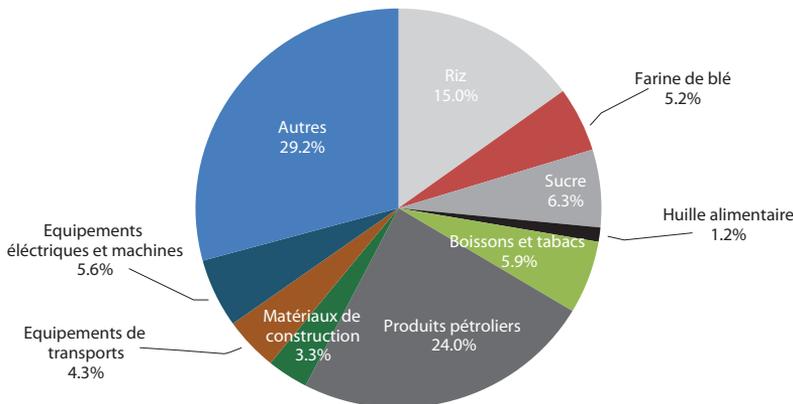
Source : calculs de la CEA à partir des données de la BCEAO.

S'agissant des importations, les produits pétroliers occupent la première place avec 24,0 %, suivies du riz (15,0 %), des boissons et tabacs (5,9 %), de la farine de blé (5,2 %), des équipements électriques et des machines, comme le montre la figure 7 ci-dessous.

La Guinée-Bissau devrait entreprendre une diversification économique, en particulier de ses exportations, avec le développement de secteurs à fort potentiel comme le tourisme, la pêche et la noix de cajou. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, qui englobe le tourisme, représentait moins de 1 % du PIB en 2016 (INE, 2016), en dépit des opportunités offertes par le tourisme balnéaire avec une façade maritime de 274 km, une dizaine d'estuaires et un vaste archipel, celui des Bijagós, qui compte 80 îles et îlots. En ce qui concerne le secteur de pêche, des actions plus soutenues doivent être entreprises pour doter le pays de capacités de débarquement et de transformation et renforcer la chaîne du froid. Ces politiques devraient être accompagnées d'un meilleur encadrement des accords de pêche et de la vente de licences afin d'augmenter la création de valeur ajoutée dans ce secteur et de développer un courant d'exportation encore quasi inexistant.

S'agissant de la noix de cajou, le pays exporte presque exclusivement des noix brutes, évaluées à 162 milliards de FCFA en 2016 (Note de cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2017). Si l'on considère que les prix à l'exportation de l'amande d'anacarde - environ 10 000 dollars des États-Unis par tonne - représentent près de six fois le prix à l'exportation de la tonne de noix brute (prévu à 1 500 dollars en 2017), il s'ensuit qu'une transformation en amande de 10 % de la production prévue en 2017 pourrait générer un surplus de 60 % par rapport à la valeur initiale prévue des exportations pour 2017, estimée à 172 milliards de FCFA sans tenir compte des effets sur l'emploi et les revenus¹². Il ressort des considérations qui précèdent que la Guinée-Bissau devrait s'investir dans un processus graduel de transformation des noix de

¹² Données issues du site de référence sur l'évolution des cours des produits de base (<https://www.nkalo.com/anacarde>) et des annexes à la note de cadrage macroéconomique, septembre 2017, et des calculs de l'auteur.

Figure 8 : Composition des importations de biens en 2015 (en pourcentage)

Source : calculs de la CEA à partir des données de la BCEAO.

cajou en amande pour créer une plus grande valeur ajoutée et atténuer la vulnérabilité du pays face au commerce des produits de base.

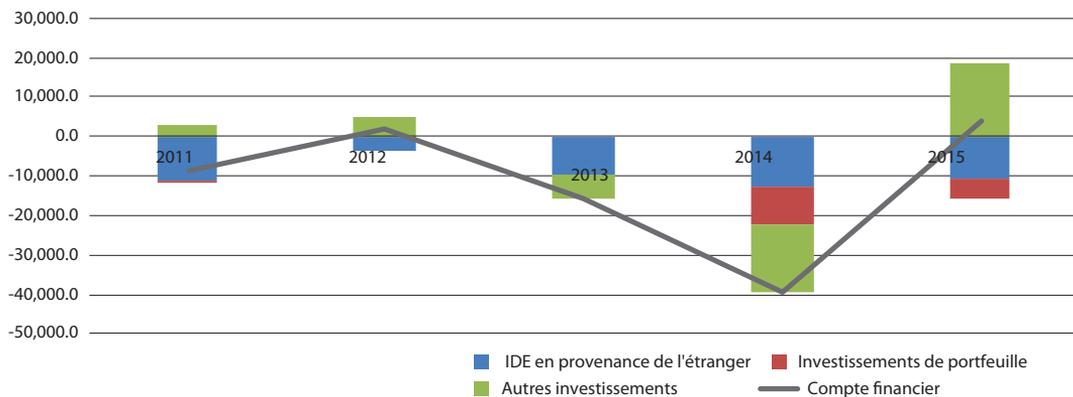
S'agissant de l'orientation géographique du commerce extérieur du pays, il en ressort que les exportations sont essentiellement destinées aux marchés asiatiques alors que les importations proviennent d'Europe et d'Afrique. Ainsi, en 2015, les produits ont été exportés vers l'Asie à hauteur de 97,3 % de la valeur totale des ventes à l'extérieur, suivi du Sénégal avec 2,5 %. Les ventes à l'Asie sont constituées de la noix de cajou destinée principalement à l'Inde et à Singapour et du bois exporté vers la Chine (BCEAO, 2016).

Concernant les importations, le Sénégal demeure le principal fournisseur de la Guinée-Bissau suivi de l'Europe, principalement la zone Euro, avec respectivement 38,7 % et 32,3 % en moyenne entre 2013 et 2015.

3.5 Compte capital et financier

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est établi à 30,7 milliards de FCFA (4,4 % du PIB) en 2016 contre un excédent de 39,5 milliards (6,4 % du PIB) en 2015. Le recul des investissements directs, dont les entrées nettes sont passées de 12,9 milliards en 2014 à 9,8 milliards en 2016, a contribué à cette tendance. Toutefois, la hausse des investissements de portefeuille, liée aux souscriptions des titres publics sur le marché régional des titres publics, a quelque peu atténué l'impact de ces évolutions.

Figure 9 : Évolution du solde du compte financier (en millions de FCFA)



Source : calculs de la CEA à partir des données de la balance des paiements 2015.

Développement social

4.1 Démographie

Selon l'INE (2010), la population résidente en Guinée-Bissau en 2009 était de 1 497 859 habitants, dont 48,6 % de sexe masculin et 51,4 % de sexe féminin. En termes de répartition géographique, la capitale Bissau regroupe 25 % de la population totale, suivie d'Oio (14,9 %), Gabu (14,2 %), Bafata (13,9 %), Cacheu (12,8 %), Biombo (6,4 %), Tombali (6,3 %), Quinara (4,2 %) et enfin Bolama/Bijagós avec 2,2 %.

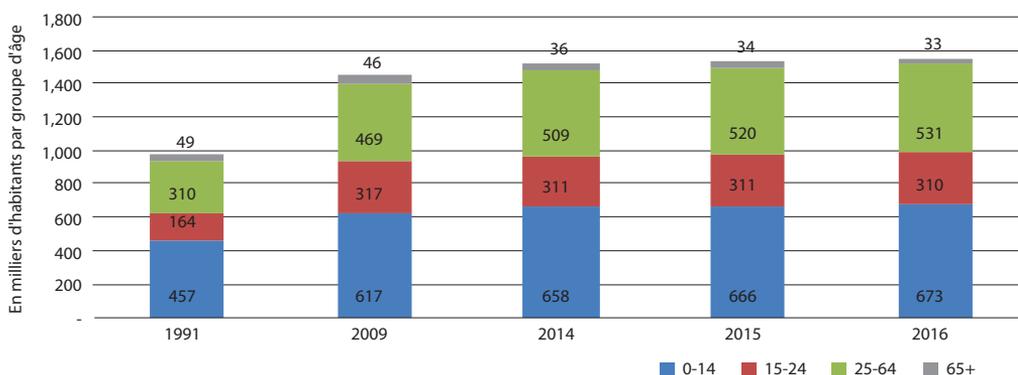
Les dernières estimations indiquent que la population résidente en Guinée-Bissau en 2016 était de 1 547 717 habitants, dont 49,1 % de sexe masculin et 50,9 % de sexe féminin (INE, 2015), avec un indice synthétique de fécondité évalué à 4,9 enfants par femme (MICS, 2014).

D'après l'INE (2015), la densité de la population est de 40 habitants/km² en moyenne. Elle varie de 12,3 habitants/km² à Bolama/Bijagós à 4 711 habitants/km² à Bissau et 110,9 habitants/km² à Biombo¹³. Cette situation n'est pas sans conséquence sur l'habitat, avec une forte demande dans les villes de Bissau et Biombo.

S'agissant de la structure par âge, il en ressort que la population bissau-guinéenne est majoritairement jeune, 63,5 % ayant moins de 25 ans et seulement 2,1 % étant âgée de 65 ans ou plus en 2016.

Le taux de dépendance a progressivement reculé, passant de 106,9 % en 1991 à 84,4 % en 2009, suite à une hausse de 35,1 % de la population jeune (160 000 personnes) accompagnée d'une baisse de 6,1 % des personnes âgées, dans un contexte marqué par la hausse de 66,1 % (313 000 personnes) de la population adulte (15-64 ans) entre les deux périodes. Cette tendance s'est poursuivie depuis 2009. Nonobstant la diminution correspondante du taux des dépenses, celui-ci reste élevé, car il faut compter avec les degrés de prise en charge de plus en plus importants, notamment des enfants et des jeunes.

¹³ Cette densité à Biombo est en rapport avec les débordements de la capitale, Bissau, sur cette région.

Figure 10 : Évolution de la population par groupe d'âge (en milliers)


Source : calculs de la CEA à partir des données de l'INE (2015).

4.2 Pauvreté et emploi

Dans un contexte marqué par l'instabilité politique et institutionnelle depuis 1998, dans lequel aucun gouvernement n'a réussi à terminer son mandat, les résultats escomptés des différentes stratégies adoptées n'ont pas pu être atteints. Selon les résultats de l'Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté (ILAP¹⁴ 2010), la pauvreté touchait 69,3 % de la population en 2010 contre 64,7 % en 2002, tandis que l'extrême pauvreté touchait 33,0 % de la population en 2010 contre 20,8 % en 2002, soit une aggravation de l'extrême pauvreté entre les deux périodes.

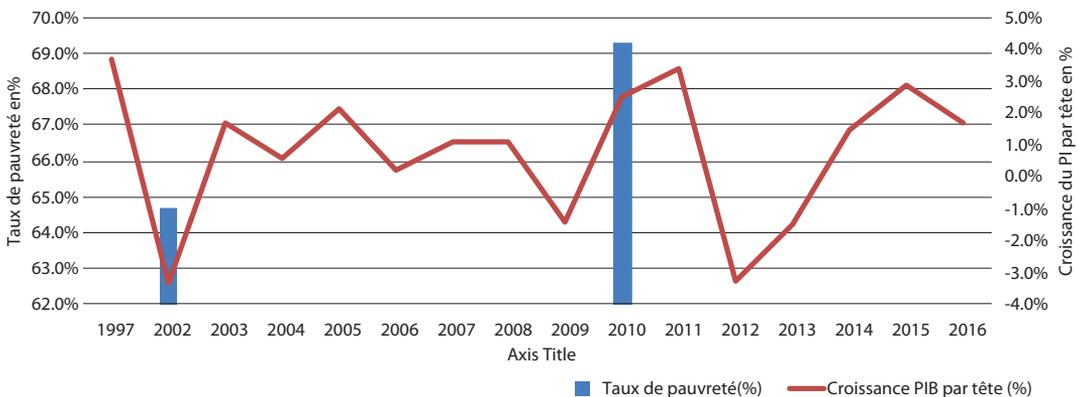
En outre, les populations vivant dans les autres régions du pays ont été plus touchées tant par la pauvreté que par l'extrême pauvreté. De même, entre 2002 et 2010, la pauvreté a progressé plus dans l'intérieur du pays qu'à Bissau. Ainsi, l'extrême pauvreté a enregistré une hausse de 15 points alors qu'à Bissau elle n'a augmenté que de 3,9 points. S'agissant de la pauvreté, elle a légèrement diminué à Bissau entre 2002 et 2010 alors qu'une hausse de 6,9 points a été observée dans les autres régions du pays et 4,6 points au niveau national.

La hausse de la pauvreté entre 2002 et 2010 pourrait s'expliquer par la faiblesse et l'instabilité de la croissance du PIB par tête dans un contexte marqué par l'instabilité politique. Au regard des progressions du PIB par tête depuis 2010, nonobstant la chute enregistrée en 2012, une baisse du taux de pauvreté devrait se matérialiser.

Selon les résultats de l'ILAP 2010, les ménages dont le chef est une femme sont les moins exposés à la pauvreté, quelle que soit la région de résidence. En 2010, seulement 19,8 % des personnes vivant dans un ménage géré par une femme ont été touchées par la pauvreté extrême contre 33,8 % des personnes dont le chef de famille est un homme¹⁵. De même, la pauvreté frappe

¹⁴ ILAP-Inquérito Ligeiro para Avaliação da Pobreza.

¹⁵ L'explication pour cette disparité peut se trouver dans la sociologie. En effet, les femmes utilisent 100% de leur revenu pour s'occuper de leur famille alors que les hommes n'en utilisent pas autant.

Figure 11 : Évolution du taux de pauvreté et du PIB par tête

Source : calculs de la CEA à partir des données de l'INE (2015) et de la BCEAO (2016).

65,3 % des personnes vivant sous la direction des femmes contre 70,3 % de celles vivant sous la direction des hommes. Toutefois, la structure par sexe chez les pauvres est dans l'ensemble proche de celle de la population totale en 2002, soit 52 % de femmes contre 48 % des hommes, à l'exception de Bissau où l'égalité prévaut.

D'après les résultats du recensement général de la population et de l'habitat¹⁶, le taux de chômage s'établirait à 10,5 %, dont 18,1 % pour les hommes et 4,6 % pour les femmes. Le recensement de 2009 montre qu'à peine 5,4 % de la population active possède une formation professionnelle, de niveau moyen ou universitaire. La population active, c'est-à-dire ayant un emploi, était constituée de 11,4 % de salariés, 28,9 % d'employeurs et d'indépendants et 59,5 % d'aides familiaux et d'apprentis. Par groupe d'âge, la population employée est majoritairement constituée d'adultes de 25-34 ans (27,9 %) et de jeunes de 15-24 ans (23,3 %) respectivement. Toutefois, le chômage constitue une préoccupation dans la frange jeune de la population. Le taux de chômage des jeunes a ainsi été évalué à 30 % en 2010 (BAD, OCDE, et PNUD, 2012). Cette forte incidence est liée entre autres à l'instabilité politico-économique observée dans le pays depuis la fin des années 1990, qui n'a pas notamment favorisé les initiatives créatrices d'emploi. Cette instabilité a également affecté négativement le système éducatif et la formation professionnelle, aggravant ainsi les difficultés d'accès au marché du travail pour les jeunes.

4.3 Santé

Pour appréhender le niveau de développement sanitaire d'un espace géographique, on a recours à une variété d'indicateurs, notamment l'espérance de vie à la naissance, les taux de mortalité, l'indice de malnutrition, et le taux d'accès aux services de santé.

Ces dernières années, les différents gouvernements ont mis en place des politiques et des mesures visant à améliorer l'accès aux services de santé et la qualité des soins de santé de

¹⁶ INE (2009), Característica económica da população, Bissau.

base. L'engagement financier de l'État a permis le relèvement de la rémunération du personnel de santé, l'achat de vaccins et la réalisation d'autres investissements, notamment dans les infrastructures et la formation. S'agissant de la formation, l'offre a non seulement augmenté à Bissau mais également dans l'intérieur du pays, ce qui a permis d'améliorer la quantité et la qualité des ressources humaines dédiées à ce secteur. Enfin, une meilleure coordination de l'aide au développement, avec la mise en place d'un cadre de concertation entre les différents intervenants, a permis l'adéquation de l'offre à la demande.

Dans ce contexte, l'espérance de vie s'est améliorée en Guinée-Bissau, passant de 50,2 ans en 2009¹⁷ à 52,9 ans en 2015¹⁸. En moyenne, les femmes vivent plus longtemps que les hommes. L'espérance de vie des femmes était de 54,1 ans en 2015 contre 51,2 ans en 2009 alors que celle des hommes était de 51,5 ans en 2015 contre 49,1 ans en 2009.

En ce qui concerne la malnutrition, des améliorations ont été enregistrées. Le taux de prévalence de l'insuffisance pondérale a baissé de 18,0 % en 2010 à 17,0 % en 2015. De même, la prévalence de l'insuffisance pondérale sévère a affiché un recul pour s'établir à 3,6 % en 2016 contre 5,0 % en 2010. Par ailleurs, 27,6 % des enfants souffraient d'un retard de croissance en 2015 contre 32,0 % en 2010, en lien notamment avec le maintien de la part des enfants allaités au sein à 98,0 % en 2015, le relèvement de la fréquence minimale des repas de 22,6 % en 2010 à 56,7 % en 2015 et la hausse de l'administration d'un supplément de vitamine A aux enfants de moins de 5 ans, de 79,4 % en 2010 à 92,7 % en 2015.

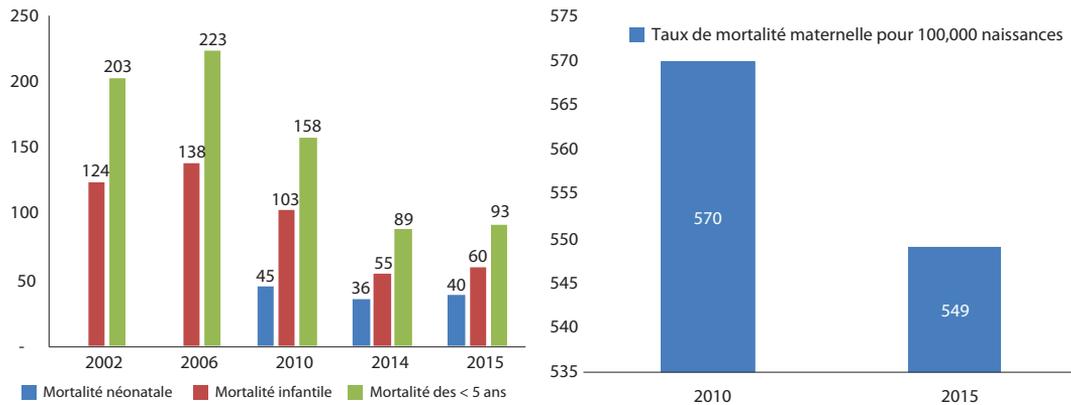
Globalement, l'accès aux services de santé a affiché des améliorations en 2015. Le taux de grossesses précoces a reculé de 33,0 % en 2010 à 28,0 % en 2015, suite à la hausse de la prévalence de la contraception, qui est passée de 14,2 % en 2010 à 16,0 % en 2015, même si 22 % des besoins en matière de contraception n'ont pas été totalement satisfaits en 2015. Les soins prénataux ont été globalement améliorés. Au total, 92,4 % des femmes enceintes ont bénéficié d'au moins une consultation avec du personnel de santé qualifié en 2015 contre 92,6 % en 2010, tandis que 75,8 % des femmes enceintes ont bénéficié de soins prénataux en 2015 contre 67,8 % en 2010. D'après l'INE (2015), 45,0 % des femmes enceintes ont été assistées par du personnel de santé qualifié lors de leur accouchement en 2015 contre 43,0 % en 2010, ces accouchements ayant été réalisés dans 44 % des cas dans des infrastructures sanitaires en 2015 contre 41,4 % en 2010.

Par ailleurs, les taux de mortalité infantile, néonatale et des moins de 5 ans ont progressivement baissé depuis 2010 après une nette dégradation en 2006. Le taux de mortalité maternelle, ressorti à 570 décès pour 100 000 naissances en 2010, s'est replié à 549 décès pour 100 000 en 2015 (OMS, 2017).

¹⁷ Données du RGPH 2009.

¹⁸ INE (2015) Guiné-Bissau em Numeros.

Figure 12 : Évolution des taux de mortalité infantile, néonatale et des moins de 5 ans, et du taux de mortalité maternelle



Sources : INE (2015), OMS (2017).

4.4 Éducation

Le système éducatif demeure fragile depuis le début des années 1990 et souffre encore des effets des perturbations causées par des grèves récurrentes ayant culminé en une année blanche¹⁹ en 2013-2014. Ces perturbations ont eu un impact négatif sur la qualité de l'enseignement et ont contribué à décourager une partie croissante de la jeunesse. Toutefois, les efforts consentis au cours des dernières années sont encourageants, ayant permis que pour la première fois depuis 1993, l'année scolaire soit terminée sans grève des enseignants²⁰.

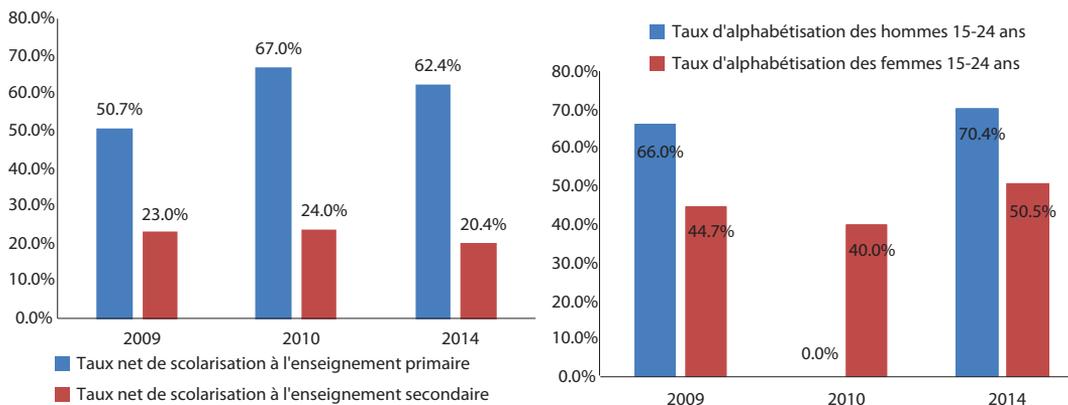
Des investissements massifs ont été réalisés dans les infrastructures et dans la formation des enseignants. De même, la généralisation de la gratuité de l'enseignement élémentaire et la mise en place de cantines scolaires a permis d'attirer et de retenir toujours plus d'enfants et de jeunes. L'engagement financier de l'État, qui a permis de relever la rémunération des enseignants, a été accompagné par les communautés locales qui se sont engagées dans la construction et l'entretien des infrastructures scolaires, notamment de l'intérieur du pays avec l'appui de la diaspora.

Selon le recensement de la population et de l'habitat de 2009, le taux d'alphabétisation des 15-24 ans était alors de 65 %, dont 66,0 % pour les hommes et 44,7 % pour les femmes. Selon le MICS 2014, des améliorations ont été enregistrées, portant les taux d'alphabétisation des jeunes gens et des jeunes filles de 15-24 ans à 70,4 % et 50,5 % respectivement. Ces évolutions sont en rapport avec la hausse du taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire, qui est passé de 50,7 % en 2009 à 62,4 % en 2014, dans un contexte marqué par la parité (100) entre les sexes dans ce premier degré de l'enseignement contre la prédominance des garçons en 2009 (102).

¹⁹ Année scolaire invalidée avec la non tenue des différents examens et le non passage des élèves à une classe supérieure.

²⁰ <http://webtv.un.org/meetings-events/general-assembly/general-debate/71st-session/watch/degol-mendes-guinea-bissau-7th-plenary-meeting/4357662478001?page=24>

Figure 13 : Évolution du taux net de scolarisation dans le secondaire et du taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans (par sexe, en pourcentage)



Source : INE, 2015.

De même, des disparités ont été observées dans l'enseignement primaire entre le milieu urbain et le milieu rural avec un taux net de scolarisation de 74 % en milieu urbain contre 54 % en milieu rural. Cet indicateur explique la faible alphabétisation en milieu rural, où seulement 25 % des femmes et 54 % des hommes savaient lire et écrire en 2014 contre 73 % des femmes et 86 % des hommes en milieu urbain (MICS, 2014). Enfin, les conditions économiques sont également déterminantes en ce qui concerne l'alphabétisation. Ainsi, seulement 21,4 % des femmes des catégories les plus défavorisées sont alphabétisées, alors que, dans les catégories les plus aisées, 81,6 % des femmes savent lire et écrire. Chez les hommes, plus de la moitié (57,3 %) des plus pauvres sont alphabétisés et 91,7 % des plus aisés le sont également. Par ailleurs, des disparités géographiques en termes de population alphabétisée ont été enregistrées, en défaveur des régions de l'intérieur du pays.

S'agissant du taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire, il a reculé pour se fixer à 20,4 % contre 23,0 % en 2009. En d'autres termes, seulement 20,4 % des jeunes âgés de 13 à 17 ans qui auraient déjà dû être dans l'enseignement secondaire en 2014 y sont effectivement. Cette situation s'explique notamment par les perturbations observées dans le fonctionnement des établissements scolaires, y compris des années blanches, depuis les années 2000.

Selon les données de la MICS 2014, on estime à 57,7 % la proportion des jeunes qui auraient dû être inscrits dans le secondaire mais qui étaient encore dans le primaire et à 21,9 % les jeunes non scolarisés. La part des jeunes en retard par rapport à leur âge est plus préoccupante dans l'intérieur du pays.

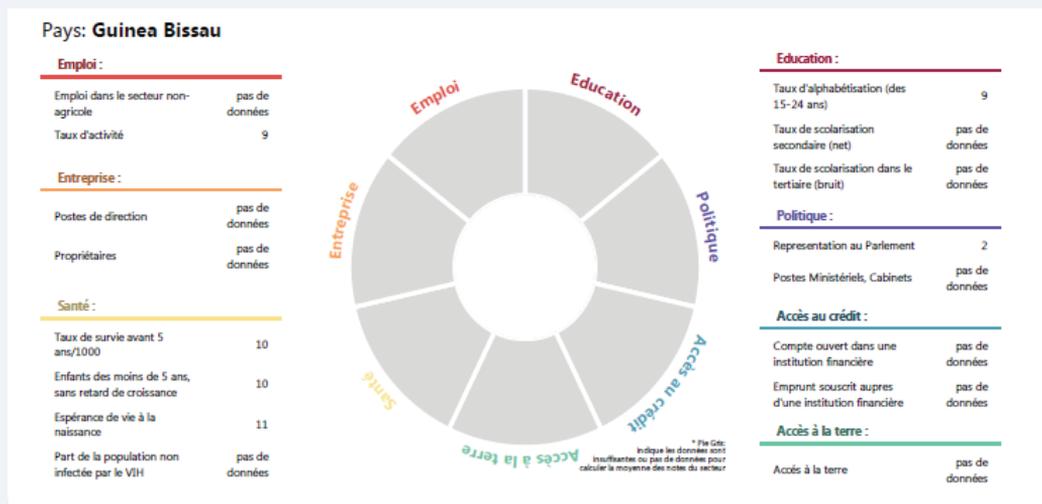
Les régions de Bafata et Gabu avec respectivement 50,6 % et 43,2 % sont mieux placées que Bissau avec 51,9 %. Dans les régions de Cacheu (77,0 %), Quinara (72,3 %), Bolama/Bijagós (71,0 %), Tombali (67,8 %), Biombo (65,0 %) et Oio (60 %), davantage de jeunes sont en retard

dans leur scolarité. Par contre, dans les régions de Bafata et Gabu la proportion de jeunes non scolarisés est plus élevée, de 43,7 % et 53,0 % respectivement. En d'autres termes, si dans les autres régions, la plupart des jeunes enregistrent des retards dans le niveau de scolarité en fonction de leur âge, dans les deux régions de l'Est du pays, environ la moitié des jeunes qui devraient être dans le secondaire sont complètement en dehors du système éducatif.

4.5 Évaluation de l'égalité de genre

La situation en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes est mesurée en fonction des domaines clés indiqués dans le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont importants pour l'amélioration de la vie des femmes et leur contribution à la croissance durable et inclusive de l'Afrique.

En Guinée-Bissau, des résultats relativement positifs sont observés dans l'égalité des sexes en matière de santé. La parité entre les sexes est assurée dans les taux de survie des enfants de moins de cinq ans. Les femmes ont une espérance de vie à la naissance supérieure à celle des hommes (57 ans contre 53 ans). Dans le domaine de l'éducation, une relative parité des sexes est observée pour l'alphabétisation des jeunes. La situation prévaut pour la participation au marché du travail. Par contre, une importante disparité entre les sexes en faveur des hommes est notée dans la représentation politique, avec 14 femmes représentées au Parlement contre 88 hommes en 2014, soit 13,7 % des sièges. Une évolution favorable est toutefois constatée comparativement au niveau de 5 % des sièges occupés par des femmes en 2000. S'agissant de l'accès au marché du travail, on relève une faible représentativité des femmes au niveau de la fonction publique, les hommes occupant 69 % des emplois au sein de l'administration. Dans des ministères clés comme l'agriculture et l'éducation, les femmes n'occupent que 14 % et 26 % des postes respectivement (BAD, 2015). Au plan foncier, la loi foncière en vigueur (Lei da Terra) garantit certes le droit à l'utilisation des terres sans aucune discrimination mais, en fait, pour tous les groupes ethniques du pays, les terres reviennent aux hommes et sont gérées par eux, en tant que propriétaires fonciers, notables ou chefs de famille (BAD, 2015).



Interprétation du diagramme circulaire : Les résultats sont notés de 0 à 10, sachant que 0 correspond au niveau d'inégalité le plus accentué, 5 à une parité intermédiaire et 10 à une parité parfaite. La parité parfaite se traduit par une situation où les hommes et les femmes sont représentés à parts égales, quel que soit le degré de développement de la variable ou de l'indicateur évalué(e).

5

Stabilité politique et préservation de la biodiversité : deux défis pour assurer le développement durable de la Guinée-Bissau

5.1. Stabilité politique et performance économique

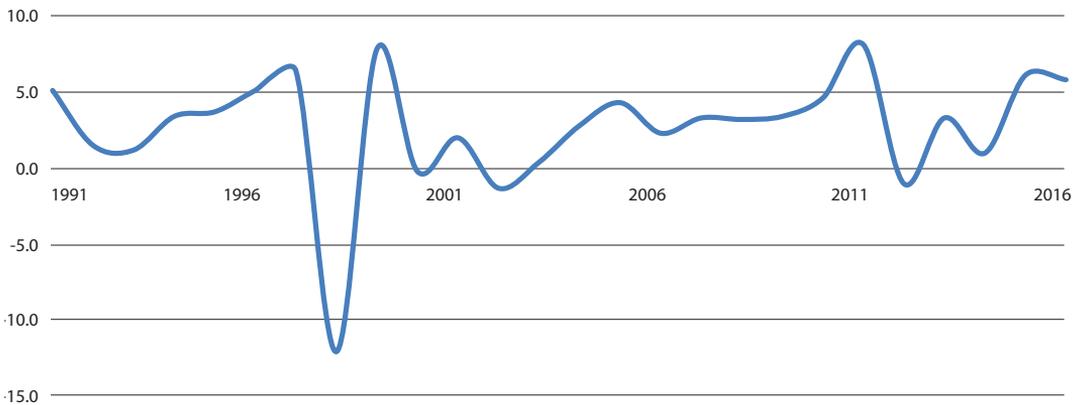
Après son accession à l'indépendance en septembre 1973 à l'issue d'une guerre de libération, la Guinée-Bissau a connu depuis 1974 quatre coups d'État (1980, 1998/99, 2003 et 2012). De même, depuis l'ouverture politique en 1991, avec des élections générales en 1994, aucun gouvernement ni président n'a terminé son mandat. Depuis l'indépendance, la Guinée-Bissau a eu cinq présidents élus²¹, cinq présidents par intérim²² et un président de transition.

Ce contexte d'instabilité politique et sécuritaire a largement affecté les performances économiques et sociales du pays. Une corrélation positive existe entre la qualité de la gouvernance, y compris le niveau de stabilité politique des pays, et leur performance économique (Banque mondiale, 2011). À titre illustratif, le coup d'État d'avril 2012 a, entre autres, exacerbé l'insécurité alimentaire et l'incidence de la pauvreté et négativement affecté l'activité économique. La suspension du soutien des partenaires a fragilisé la situation des finances publiques. Le fonctionnement de secteurs essentiels comme la santé et l'éducation a été perturbé pour cause d'arriérés de salaires. En 2012, l'économie s'est contractée de 1,8 % et n'a enregistré qu'une faible croissance de 0,8 % (FMI, 2015a).

L'impact de l'instabilité politique sur la croissance économique et le développement est mis en évidence par le graphique ci-dessous. La partie en rouge indique les périodes pendant lesquelles le pays a connu des difficultés en termes de stabilité politique. La première (1998-2003) a été caractérisée par la guerre civile déclenchée le 7 juin 1998 et l'instabilité institutionnelle qui a suivi. La deuxième période (2012-2014) a été marquée par le coup d'État du 12 avril 2012. Au cours de ces périodes, le taux de croissance du PIB, quand il n'était pas négatif, était inférieur à la tendance générale.

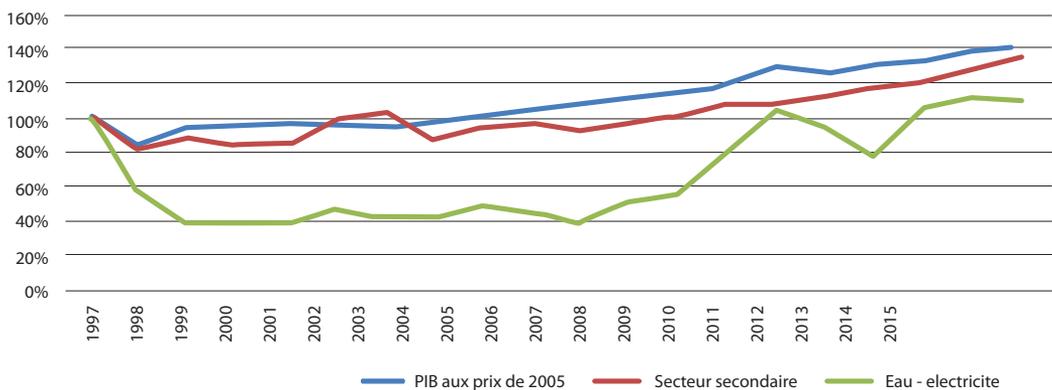
²¹ João Bernardo Vieira (2 fois), Koumba Yala, Malam Bacai Sanha et José Mario Vaz.

²² Carmén Pereira, Malam Bacai Snha, Henrique Rosa, Raimundo Pereira (2 fois).

Figure 14 : Guinée-Bissau : Taux de croissance réelle du PIB


Source : calculs de la CEA sur la base des données de l'INE.

Un autre résultat important est la persistance des conséquences de la guerre civile de 1998 mises en exergue dans la figure 15 ci-dessous par trois indices. Il s'agit d'un indice du PIB réel aux prix de 2005 ainsi que de ses composantes (secteur secondaire et sous-secteur de l'eau et de l'électricité) prenant comme base leur valeur de 1997, à la veille de la guerre civile. Il en ressort que c'est seulement en 2005, soit huit ans après, que le PIB réel du pays a retrouvé son niveau de 1997. De même, le secteur secondaire a été fortement touché, du fait d'affrontements armés dans la zone industrielle de Bras, et il n'a pu récupérer sa valeur de 1997 qu'en 2009, soit douze ans après. Cette situation serait liée aux difficultés enregistrées par le sous-secteur de l'eau et de l'électricité, qui n'a retrouvé sa valeur de 1997 qu'en 2011.

Figure 15 : Évolution des indices du PIB réel : valeur ajoutée par le secteur secondaire et le sous-secteur de l'eau et de l'électricité (base 1997)


Source : calculs de la CEA sur la base des données de l'INE (2017).

Les estimations fondées sur des hypothèses raisonnables révèlent que, en ne considérant que la période d'après-guerre, en l'absence d'instabilité politique chronique, le PIB réel par habitant de la Guinée-Bissau aurait pu être supérieur d'au moins deux tiers (65,2 %) à son niveau de 2013 (FMI, 2015b).

Ainsi donc, l'instabilité politique engendre un coût économique et social. En tant qu'évènements imprévisibles, les interruptions constitutionnelles peuvent causer d'importantes ruptures dans la mise en œuvre des réformes socio-économico-politiques et avoir un impact négatif sur les perspectives de croissance et de développement d'un pays. En outre, comme l'a souligné le FMI (2015b), contrairement aux guerres civiles, les coûts réels des instabilités non violentes ne sont pas évidents pour la population générale, ce qui rend difficile l'émergence d'un consensus pour les éviter. Les interruptions récurrentes de la constitution favorisent la fragilité de l'État dans la mesure où, pendant la période de transition, les acteurs politiques cherchent à tirer des profits personnels au lieu de poursuivre ou d'entamer les réformes visant le renforcement des institutions. Les périodes de transitions successives créent une sorte de résistance aux réformes structurelles chez les fonctionnaires qui, animés par un comportement d'attentisme, n'en accélèrent pas la mise en œuvre en attendant l'arrivée d'un nouveau gouvernement. Ainsi, aucune réforme n'est menée à son terme par les agents de l'État ni par le secteur privé, ce qui ne favorise pas le déclenchement des effets d'annonce attendus dans le cadre des réformes.

5.2. La biodiversité au service du développement national et régional

Selon les comptes nationaux, le PIB par habitant de la Guinée-Bissau (INE, 2017) était de 680 dollars des États-Unis en 2013. Toutefois, en prenant en compte sa richesse économique qui repose essentiellement sur son capital naturel²³, la Banque mondiale²⁴ a estimé à 3 887 dollars le PIB par habitant du pays. La Guinée-Bissau, avec son exceptionnelle écologie en Afrique de l'Ouest est un important frein à l'avancement du désert. Elle dispose d'immenses superficies couvertes de mangroves (représentant 8 % du territoire national²⁵) servant de lieu de reproduction privilégié pour la ressource pélagique de l'ensemble du Golfe de Guinée, d'écosystèmes possédant une faune diversifiée²⁶, de nombreux fleuves et cours d'eau, ainsi que d'une flore « comprenant 1 186 espèces recensées, appartenant à 160 familles » (PSO-TR).

Son territoire insulaire est constitué de 88 îles situées dans les archipels des Bijagós offrant une diversité particulièrement originale d'écosystèmes et de paysages. Consciente des responsabilités attachées au privilège d'abriter un territoire si riche en biodiversité, assurant l'équilibre écologique à travers les services rendus par les écosystèmes, la Guinée-Bissau a placé la biodiversité au centre de sa stratégie de développement (PSO-TR).

²³ L'abondance des richesses naturelles du pays, y compris les minéraux comme la bauxite et le phosphate, la pêche, le bois, les terres fertiles et les écosystèmes riches en biodiversité.

²⁴ EDMUNDSON, H (2014), cité par Biai (2015).

²⁵ Fondation Bio Guinée (<https://www.ibapgbissau.org/>)

²⁶ « Faune comptant 64 espèces de mammifères, dont 11 espèces de primates, ainsi que 374 espèces d'oiseaux, 85 espèces de reptiles et 31 espèces d'amphibiens, dont au moins 10 espèces endémiques » (PSO Terra Ranka).

À cet égard, six (6) aires protégées ont été mises en place dans les zones côtières et marines, couvrant 15 % du territoire. Pour pérenniser ces acquis et contribuer à porter la part des aires protégées à 26 % du territoire national, une fondation a été mise en place. Il s'agit de la Fundação Bio Guiné, créée en mars 2011 et rendue opérationnelle en 2015 « pour servir d'instrument de financement durable de la conservation de la biodiversité, en mettant l'accent sur la gestion du Système national d'aires protégées (SNAP) et la promotion d'un développement social durable²⁷ ».

Selon l'IBAP (2017), les mangroves, qui couvrent 338 652 ha soit 9,4 % de la surface nationale, font de la Guinée-Bissau le premier pays au monde en termes de proportion de la superficie du territoire en mangroves et le deuxième en termes de superficie totale occupée par les mangroves en Afrique, après le Nigéria. De même, l'île de Poilão est le plus grand site de ponte de la tortue verte (*Chelonia mydas*) en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale et le troisième plus grand site de ponte de l'Atlantique. Les Lagunes de Cufada ont été désignées zones humides d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar. Enfin, l'archipel des Bijagós a été désigné réserve de la biosphère dans le cadre du Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB) eu égard à la cohabitation harmonieuse et à l'interdépendance des valeurs naturelles et culturelles de son peuple.

5.2.1. Préserver la biodiversité : une orientation majeure de la stratégie nationale de développement

Au regard de l'importance que revêt la conservation de la diversité biologique pour la réalisation du développement durable, la Guinée-Bissau a opté pour asseoir son plan de développement (Plan stratégique et opérationnel - Terra Ranka) sur un modèle aux impacts environnementaux maîtrisés. La biodiversité apparaît dans ce plan comme l'un des cinq fondements des compétitivités identifiées pour soutenir les moteurs de croissance de l'économie bissau-guinéenne, à savoir l'agriculture, le tourisme, la pêche et l'extraction minière. L'axe biodiversité vise à préserver et valoriser durablement les ressources naturelles. Il définit ainsi les règles qui régulent les activités humaines de sorte à limiter les pressions anthropiques sur l'environnement et à augmenter la résilience du territoire face aux aléas climatiques.

Ces règles, qui contribueront à l'objectif global de développement durable de la Guinée-Bissau, se déclinent en quatre actions majeures :

- Instaurer un cadre réglementaire et institutionnel de référence : la Guinée-Bissau envisage de se doter d'un corpus juridique, d'un modèle de gouvernance et de financements innovants de nature à lui conférer le statut de pays africain à l'avant-garde mondiale en matière de développement durable.

²⁷ (IBAP, 2017) http://www.ibapgbissau.org/PDFS/Publicacoes/F_BioBuin%C3%A9.Fr.pdf

- Connaître les écosystèmes et la biodiversité pour mieux sauvegarder les aires protégées vulnérables, qui passeront de 13 % à 26 % du territoire, et aménager les écosystèmes exploités par l'homme afin de définir les règles optimales qui assureront le respect des équilibres biologiques.
- Réglementer le prélèvement des ressources naturelles pour permettre leur renouvellement dans le temps et s'assurer d'une équité intergénérationnelle dans l'usage de ces ressources.
- Mettre en place un Plan climat augmentant la résilience du territoire national aux changements climatiques. Après le Bangladesh, la Guinée-Bissau est le deuxième pays au monde le plus exposé aux effets du dérèglement climatique. Un plan de protection du littoral et un plan d'adaptation et d'atténuation seront mis en œuvre pour faire face aux risques auxquels sont confrontés les populations et le territoire.

5.2.2 La biodiversité : un levier pour entretenir les moteurs de la croissance économique

La biodiversité de la Guinée-Bissau contribue, par les services et biens qu'elle procure à la société et à l'économie nationale, à l'entretien des quatre moteurs de croissance économique identifiés dans le Plan stratégique et opérationnel Terra Ranka, à savoir : l'agriculture, la pêche, le tourisme et l'extraction minière.

5.2.2.1. Importance de la biodiversité pour l'agriculture

La préservation de la biodiversité est d'une importance capitale pour la conservation de la richesse naturelle de la Guinée-Bissau. En 2013, la valeur des terres agricoles était estimée à 1 734 dollars des États-Unis par habitant tandis que les terres à pâturage étaient évaluées à environ 591 dollars par habitant (Bai, 2015). La dégradation de ces terres, en entraînant une baisse du dynamisme du secteur primaire, affecterait l'équilibre macroéconomique du pays, car son effet se ferait sentir non seulement sur la croissance économique mais aussi sur l'inflation, la balance des paiements, les recettes budgétaires et la masse monétaire. Ainsi, une baisse de la production de riz, outre l'impact négatif qu'elle aurait sur la croissance économique, entraînerait une pénurie alimentaire aggravant les pressions inflationnistes sur le marché intérieur. La hausse des importations²⁸ pour combler ce déficit jouerait sur l'équilibre extérieur, contribuant à dégrader la balance commerciale et, par conséquent, la balance des paiements. La baisse des avoirs extérieurs résultant de la dégradation de la position extérieure globale impliquerait une baisse de la masse monétaire. De son côté, une mauvaise production de la noix de cajou²⁹ affecterait le dynamisme des secteurs primaire (production) et tertiaire (par le biais de la commercialisation) et leur contribution à la formation et à la croissance du PIB, mais surtout les exportations, avec un impact sur l'équilibre de la balance des paiements.

²⁸ Le volume des importations de riz a atteint 83 099,9 tonnes en 2015 contre 74 859 tonnes en 2014 (BCEAO, 2017).

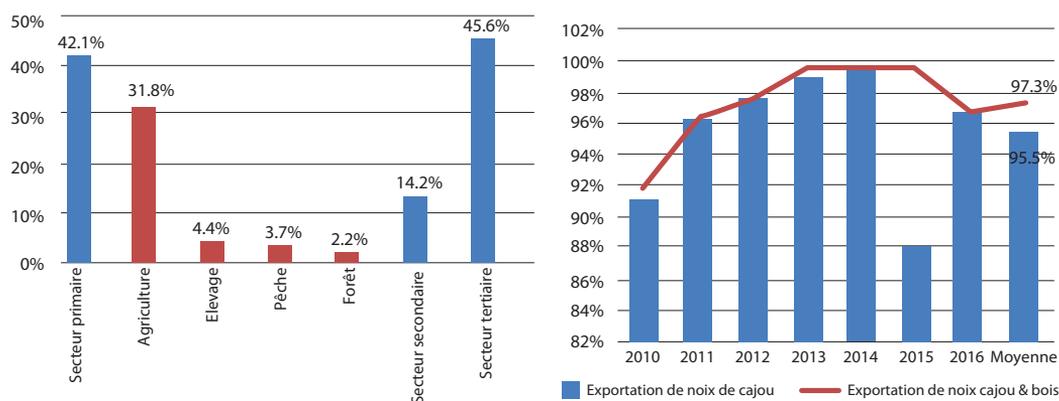
²⁹ (Bai, 2015) estime que « ce produit occupe environ 50 % de la superficie cultivée et environ 5 % de la surface terrestre totale du pays. La production moyenne d'anacarde riche/habitant/année est estimée à environ 53 kg. Il est rare aujourd'hui de trouver une famille bissau-guinéenne qui ne possède aucun anacardier ».

La baisse de la production et de la productivité dans le secteur primaire qui résulterait de la dégradation de la biodiversité aurait un impact négatif sur la croissance du PIB. En effet, la moyenne des 10 dernières années (2007-2016) montre que ce secteur a contribué à la formation du PIB, au coût des facteurs, à hauteur de 42,1 %, juste après le secteur tertiaire (45,6 %). Le sous-secteur agricole, dominé par les cultures du cajou et du riz, est le pilier de l'économie de la Guinée-Bissau, puisqu'il contribue à hauteur de 31,8 % au PIB, au coût des facteurs, à plus de 97 % pour les recettes des exportations³⁰ totales de biens, et à près de 36,7 % de l'emploi total³¹. Les secteurs de l'élevage, de la pêche et des forêts ont contribué respectivement avec 4,4 %, 3,7 % et 2,2 % à la formation du PIB réel au coût des facteurs (voir la figure ci-dessous).

Le tableau ci-dessous compare le volume de la production agricole de la Guinée-Bissau au cours des deux (2) dernières années à la moyenne des cinq (5) dernières années.

S'agissant de l'élevage, la Guinée-Bissau dispose de grandes potentialités dans le domaine de l'élevage du bétail, qui peut jouer un rôle important pour compléter la production agricole. Ce sous-secteur a contribué à hauteur de 4,4 % en moyenne, ces 10 dernières années, à la formation du PIB. Selon le recensement des animaux d'élevage pratiqué en 2009, les effectifs du cheptel de la Guinée-Bissau s'établissaient à 1 121 555 bovins, 294 231 ovins, 629 751 caprins, 33 630 arsins, 295 498 porcins et 1 951 991 volailles (MADR, 2009).

Figure 16 : Contribution sectorielle à la formation du PIB (moyenne sur la période 2007-2016) et part de la noix de cajou et du bois dans les recettes d'exportation



Source : calculs de la CEA sur la base des données de l'INE et de la BCEAO, respectivement.

³⁰ Nonobstant la hausse de 58,1 % des exportations de noix de cajou en 2015, passant de 57,2 milliards de FCFA en 2014 à 90,5 milliards en 2015, sa part relative a reculé en liaison avec la hausse des exportations de bois.

³¹ (INE, 2010a)

Tableau 3 : Production agricole en Guinée-Bissau

Culture	Campagne agricole		
	2015/2016	2016/2017	Moyenne (2011/2015)
Riz pluvial	51 439	53 516	48 354
Riz bas-fonds	72 562	79 121	84 161
Riz mangrove	42 268	49 692	50 430
Riz produits à Bissau	4 000	4 000	4 000
Total Riz	170 269,0	186 329,0	186 944,0
Maïs	5 608	5 938	5 655
Sorgho	16 245	16 921	19 002
Mil	14 064	14 302	14 324
Fonio	423	427	533
Céréales Sèches produits à Bissau	2 000	2 000	1 750
Total Céréales sèches	38 340	39 588	41 260
TOTAL CEREALES	208 608	225 917	228 204
Manioc	40 824	43 730	20 885
Patate douce	26 595	28 243	12 239
Arachide	83 443	94 700	44 170
Niébe	775	861	550

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural (2017).

5.2.2.2. Importance de la biodiversité pour le tourisme

Au regard de l'abondance et de la richesse de sa biodiversité, la Guinée-Bissau dispose d'un avantage comparatif au niveau régional, continental et même mondial pour le développement du tourisme. Même si la diversité culturelle est importante, l'attractivité et l'avantage comparatif du tourisme bissau-guinéen reposent sur sa biodiversité exceptionnelle, dont la valeur a pu être estimée à 305 dollars des États-Unis par habitant³².

Parmi les destinations touristiques en vue, on compte l'archipel des Bijagós, l'ancienne capitale (Bolama), la réserve forestière de Cantanhez et les collines et montagnes de Boé, témoins d'une partie importante de l'histoire du pays. Selon la revue National Geographic (2017), l'archipel des Bijagós est l'un des atouts secrets les mieux cachés de l'Afrique, avec ses 88 îles et îlots³³. En s'appuyant sur cette exceptionnelle biodiversité, le Terra Ranka préconisait que la Guinée-

³² La valeur économique totale n'est pas incluse dans ces estimations, surtout les valeurs d'existence globale des écosystèmes riches, citée par Biai (2015).

³³<https://nationalgeographic.sapo.pt/natureza/grandes-reportagens/1445-arquipelago-de-bijagos-um-dos-segredos-mais-bem-escondidos-de-africa>

Bissau devienne en 2025 une destination mondialement reconnue d'écotourisme de haut de gamme, de tourisme balnéaire et de pêche sportive.

La réalisation de cet objectif suppose des investissements pour assurer la préservation de la biodiversité.

Deux types de zones de développement du tourisme sont clairement identifiés en Guinée-Bissau avec des paysages naturels, des valeurs culturelles et des écosystèmes variés et très attractifs. Il s'agit de l'archipel des Bijagós avec son environnement marin et fluvial qui offre des opportunités pour le tourisme d'aventure, la pêche sportive et l'observation des oiseaux ou des tortues. Les zones côtières et terrestres protégées situées à l'intérieur du pays, à savoir le Parc naturel des mangroves de la rivière Cacheu, les lacs de Cufada, le Parc national de Cantanhez, et les sites de Dulombi et Boé constituent d'autres pôles potentiels d'attraction touristique.

En mettant en valeur sa biodiversité, son réseau d'aires protégées et son patrimoine culturel, la Guinée-Bissau pourra conquérir sa place en tant que destination singulière de l'écotourisme en Afrique de l'Ouest. La dynamique du tourisme et ses effets d'entraînement au niveau des autres secteurs contribueront à accélérer la croissance économique et le développement inclusifs.

En bref, il s'agit de développer le tourisme en conservant la biodiversité pour attirer plus de touristes à court, moyen et long termes. Le tourisme pourrait ainsi être un moyen de valoriser les biens et services des écosystèmes dans les zones protégées, tout en assurant la préservation de la biodiversité. Inversement, la conservation de la biodiversité permettra de préserver l'attrait de ces localités pour les activités touristiques. L'implication socio-politique des communautés environnantes ainsi que les avantages socio-économiques qu'elles pourront tirer des activités liées à la protection de ces ressources et au tourisme sont un gage pour la réussite de ce partenariat gagnant-gagnant.

5.2.2.3. Importance de la biodiversité pour la pêche

Concernant la pêche, la Guinée-Bissau dispose de bonnes conditions naturelles pour le développement des ressources halieutiques. Selon plusieurs études, les eaux marines de la Guinée-Bissau disposent d'une biomasse estimée entre 900 000 et 1,1 million de tonnes, dont 250 000 à 300 000 tonnes peuvent être capturées chaque année sans épuiser les stocks³⁴.

Toutefois, pour préserver ces ressources il importe non seulement d'assurer la surveillance stricte des eaux territoriales, mais également de définir des règles de gestion durable des ressources halieutiques en vue de préserver les conditions de reproduction des espèces. Ici également la conservation de la biodiversité est étroitement liée au développement durable de la pêche artisanale et industrielle en Guinée-Bissau. Le secteur de la pêche, qui a contribué en moyenne ces dix dernières années à hauteur de 3,8 % à la formation du PIB, est la deuxième

³⁴ Biai (2015)

source de recettes budgétaires, tirant ses ressources des compensations financières obtenues dans le cadre des accords de pêche avec l'Union européenne et de la vente des licences de pêche.

La pêche artisanale, avec une flotte de 1 159 bateaux et des prises estimées à environ 21 895 tonnes³⁵ en 2011, joue un rôle important dans l'économie, notamment pour l'approvisionnement des marchés locaux en poissons frais (CIPA, 2011).

S'agissant de la pêche industrielle, elle est assurée par les navires des pays de la sous-région et des pays développés et/ou émergents avec lesquels la Guinée-Bissau a conclu des accords de pêche moyennant le versement de compensations financières à l'État et la vente de licences aux armateurs. Selon les estimations, 106 navires de pêche industriels ont été autorisés à pêcher dans les eaux territoriales du pays, avec une capture moyenne annuelle de plus de 70 000 tonnes, hormis les captures illégales.

5.2.2.4. Préservation de la biodiversité pour l'exploitation minière

Le pays dispose de ressources minières dont l'exploitation pourrait constituer un véritable levier pour l'accélération de la croissance économique et apporter des recettes importantes au budget de l'État, permettant d'améliorer le financement des services sociaux de base et des actions de lutte contre la pauvreté. Les travaux de prospection ont permis d'identifier d'importants gisements de bauxite et de phosphate, ainsi que la présence d'autres minéraux. Le Plan stratégique et opérationnel Terra Ranka préconise l'exploitation des mines artisanales et des carrières procurant des matériaux de construction ainsi que des grandes mines dans le court terme tandis que les phosphates (Farim) seraient exploités à moyen terme et aussi la bauxite en attendant l'arrivée des hydrocarbures. Toutefois, le pays s'engage à respecter les règles visant la conservation de la biodiversité.

Cependant, la Guinée-Bissau ayant axé sa stratégie de développement sur la préservation de la biodiversité, l'exploitation des ressources naturelles se fera sur la base d'un cadre réglementaire respectant les exigences du pays en matière de développement durable, comme indiqué dans le PSO-TR.

³⁵ Selon Biai (2015), ces chiffres sont sous-estimés, car l'évaluation ne tient pas compte des navires exploités par des non-résidents ou des navires basés en Guinée-Conakry et/ou au Sénégal qui opèrent dans les eaux de la Guinée-Bissau avec plus d'efficacité car mieux équipés et plus productifs que ceux de leurs congénères de Guinée-Bissau.

Principaux messages à retenir

Même si la Guinée-Bissau dégage des conditions macroéconomiques favorables, avec une croissance supérieure à 5 % en 2015 et 2016, le pays continue de faire face à des défis qui risquent d'affecter son développement durable. L'instabilité politique ainsi que l'absence de mise en valeur du potentiel considérable du pays en termes de capital naturel constituent des obstacles majeurs à l'avènement d'un développement économique et social inclusif. Aussi, pour lever ces contraintes et engager le pays dans la voie de l'émergence et de la transformation structurelle, les mesures et politiques suivantes devraient être mise en œuvre :

- i. mener des réformes politiques consensuelles pour garantir à long terme la stabilité politique du pays ;
- ii. assurer une gestion durable des ressources naturelles, notamment de la diversité biologique, pour assurer les conditions d'un développement du tourisme, de la pêche et de l'agriculture ;
- iii. engager un processus de création de chaînes de valeurs et d'unités de transformation dans les deux secteurs clés que sont la noix de cajou et la pêche et bénéficier du potentiel touristique ;
- iv. améliorer le climat des affaires en vue d'attirer et retenir les investissements, notamment les investissements directs étrangers ;
- v. poursuivre les réformes fiscales en vue d'accroître le taux de pression fiscale et d'augmenter en conséquence les ressources internes pour le financement du développement.

7. Évaluation de la qualité des données nationales

Note méthodologique : La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs: un disque vert indique une « bonne » source de données, un jaune une source « satisfaisante » et un rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évalués la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Démographie	Valeur	Évaluation	Éducation et emploi	Valeur	Évaluation
Population (en millions)	1,54 (2016)	1	Taux d'alphabétisation (15-24 ans) (en %)	77 (2015)	1
Enfants (0-14 ans)	0,67 (2016)	1	Taux de scolarisation net dans le primaire (en %)	62,4 (2014)	1
Adultes (15-64 ans)	0,84 (2016)	1	Proportion des élèves qui finissent le primaire	73,4 (2014)	1
Personnes âgées (65 ans et +)	0,03 (2016)	1	Rapport filles/garçons dans le primaire	1 (2014)	3
Population urbaine (en %)	0,57 (2009)	1	Rapport filles/garçons dans le secondaire	0,8 (2014)	3
Croissance démographique (en %)	2,2 (2013)	2	Population active (en %)	33,7 (2009)	7
Taux de fécondité	4,9 (2014)	3	Population sous le seuil de pauvreté (en %)	69,3(2010)	1
Espérance de vie à la naissance (en années)	55,5 (2015)	4	Taux de chômage (en %)	10,5 (2009)	7
Taux de mortalité brut (décès pour 1 000)	11,9 (2015)	4	Taux de chômage des jeunes (15-24 ans) (en %)	30 (2010)	8
Taux de naissance brut (naissances pour 1 000)	36,6 (2015)	4	Santé	Valeur	Évaluation
Performance macroéconomique et sectorielle	Valeur	Évaluation	Taux de mortalité des moins de 5 ans (en %)	93 (2015)	1
Taux de croissance réel du PIB (en %)	5,8 (2016)	5	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	549 (2015)	1
PIB, prix courants (en milliards de FCFA)	662,3 (2016)	5	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en %)	16,5 (2015)	1
Taux d'inflation (en %)	1,6 (2016)	5	Taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes	60 (2015)	1
Solde du compte courant (en milliards de FCFA)	10,8 (2016)	5	Proportion de naissances assistées par du personnel médical qualifié	45,3 (2015)	1
Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Évaluation	Taux de prévalence de la contraception (en %)	16 (2014)	1
Flux entrants d'investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	-10,1 (2016)	6	Codes des sources des données		
Volume total des exportations (en milliards de FCFA)	180,3 (2016)	5	1. INE (2016) Boletim Estatístico da Guiné-Bissau « Guiné-Bissau em numeros 2015 »		
Volume total des importations (en milliards de FCFA)	186,7 (2016)	5	2. INE (2015) Guiné-Bissau em Numeros		
			3. Enquête MIX 2014-UNICEF – http://www.stat-guineebissau.com/publicacao/RELAT%C3%93RIO%20MICS%205%20FIN		
			4. ASYB 2017 (à partir des Projections Démographiques, INE 2009)		
			5. INE Guinée Bissau : Note de cadrage macroéconomique et budgétaire, Sept 2017		
			6. BCEAO (2016) Balance des paiements et de la position extérieure globale de la Guinée-Bissau au titre de l'année 2015		
			7. INE, RGPH 2009		
			8. BAD, OCDE, PNUD, 2012 – Perspectives économiques 2012-		

Bibliographie

Arvanitis, Yanni, Monge Roffarello Luca, IE, Inacio (2017), Guinée-Bissau 2017, www.africaneconomicoutlook.org

BAD (2015), Profil genre, pays : Guinée-Bissau, octobre 2015.

BAD, UA et CEA (2016), African Statistical Yearbook/Annuaire statistique pour l'Afrique 2016, <https://www.afdb.org/en/documents/publications/african-statistical-yearbook/>

BAD, OCDE et PNUD (2017), Guinée-Bissau : Perspectives économiques en Afrique

BAD, UA et CEA (2017), African Statistical Yearbook/ Annuaire statistique pour l'Afrique 2017, <https://www.afdb.org/en/documents/publications/african-statistical-yearbook/>

BCEAO (2016), Annuaire statistique/Statistics Yearbook 2016,

http://www.bceao.int/IMG/pdf/annuaire_statistique_2016_de_la_bceao-statistics_yearbook_2016_of_bceao.pdf

BCEAO (2015), Balance des paiements et position extérieure globale au titre de l'année 2013, juin, http://www.bceao.int/IMG/pdf/balance_des_paiements_et_position_exterieure_globale_-_guinee-bissau_2013.pdf

BCEAO (2017), Balance des paiements et position extérieure globale pour l'année 2015, mars, http://www.bceao.int/IMG/pdf/balance_des_paiements_et_position_exterieure_globale_-_guinee-bissau_2015.pdf

CDB (2010) <https://www.cbd.int/doc/world/gw/gw-nr-04-fr.pdf>

CEA (2016), Indice de l'intégration régionale en Afrique, rapport 2016, https://www.integrate-africa.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/IIRA-Report2016_FR_web.pdf

CEDEAO (2016), Rapport de convergence macroéconomique des États membres de la CEDEAO au titre de l'année 2015, Abuja, Nigéria.

CEDEAO (2017), Rapport annuel de la CEDEAO 2016, Abuja, Nigéria.

FMI (2015a) ,Guinea-Bissau - Article iv consultation and request for a three year arrangement under the extended credit facility- Juillet 2015.

FMI (2015b), Relatório do FMI no 15/195, Agosto de 2015.

Fundação Bio Guiné (2017), La biodiversité de la Guinée-Bissau.

IBAP (2015), Strategy and National Action Plan for Biodiversity 2015-2020, <https://www.cbd.int/doc/world/gw/gw-nbsap-v2-en.pdf>

INE (2013), Projections démographiques en Guinée-Bissau 2009 -2030, Bissau, Guinée-Bissau.

INE (2010a), Características Económicas da População, Terceiro Recenseamento Geral da População e Habitação de 2009, Bissau.

INE (2010b), Estado e estrutura da População, Terceiro Recenseamento Geral da População e Habitação de 2009, Bissau.

INE (2011), Inquérito Ligeiro para Avaliação da Pobreza (ILAP2), Resultados definitivos, Bissau, Guiné-Bissau.

INE (2015), Boletim estatístico: Guiné-Bissau em números 2015, octobre.

INE (2016), Inquérito aos Indicadores Múltiplos 2014, Março.

INE (2017), Contas Nacionais Guiné-Bissau 2014, Bissau.

MADR (2009), Synthèse des résultats du recensement national de l'élevage en Guinée-Bissau, août, file:///C:/Users/dmendes/Downloads/Synthese_resultats_recensement_GB_rapport_definitif.pdf

National Geographic (2017), Arquipélago de Bijagós: um dos segredos mais bem escondidos de África, <https://nationalgeographic.sapo.pt/natureza/grandes-reportagens/1445-arquipelago-de-bijagos-um-dos-segredos-mais-bem-escondidos-de-africa>

Note de cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2017. Direction générale de la prévision et des études économiques, Ministère de l'économie et des finances.

OMS, 2017 http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/136879/1/ccsbrief_gnb_fr.pdf, mis à jour en mai 2017.

PNUD (2017), Rapport sur le développement humain en Afrique 2016, Bureau régional pour l'Afrique,

<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/2016-africa-human-development-report.html>

Sylla, Momar Ballé (2010), Évaluation de la pauvreté, décembre, Bissau, Guinée-Bissau.

World Economic Situation and Prospects, 2018, United Nations.

UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.



Economic Commission for Africa | Commission économique pour l'Afrique
1958 - 2018